

1

M. ANGERS répond qu'il peut se faire que M. Chénier et Beaudet aient vendu au contracteur quelques clous, des vis, des objets de peu d'importance, mais qu'il n'y a rien de plus. M. McCreary importait directement d'Angleterre.

Après quelques débats l'incident est clos.

L'amenagement ayant été mis aux voix est perdu sur une division de 21 contre 40. Les autres amendements sont adoptés. A six heures l'œuvre quitte le dais.

SEANCE DU SOIR.

L'Orateur prend son siège à 7 h 45 hrs. Le bill pour autoriser les ministres de l'Eglise d'États, l'Eglise Réformée Episcopale Church of Canada, dans la province de Québec, à célébrer les mariages et à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures, présenté par M. Ogilvie, est lu, et une séance fois est passé.

M. ANGERS introduit le bill basé sur les résolutions des chemins de fer.

M. BAKER introduit un bill pour amender et considérer l'acte des licences. Il dit que ce n'est pas l'usage d'entrer dans de longues explications lors de la première lecture d'un bill, mais que si la Chambre voulait bien le permettre il exposerait brièvement les principales clauses de la loi qu'il présente.

Il ne veut pas solliciter la pitié de la mesure; elle a été rédigée par la commission nommée pour la considération des droits et il n'y a rien de déshonorant pour la Chambre à approuver les travaux d'hommes aussi expérimentés que les commissaires.

Les premières clauses du bill exposent les changements radicaux qu'il est fait à la loi. Elle explique de quoi doit entendre par liquors «invenients». On comprend sous la dénomination de liquors entrant toutes celles qui contiennent la plus faible portion d'alcool. L'auteur du bill faisait une distinction entre les liquors alcooliques et les liquors fermentés, ce qui obligeait le gouvernement à accorder deux sortes de licences. La première, pour la vente des alcools, était accordée appelée licence pour la «vente du vin, de la bière, etc.»

Une autre clause a trait à la vente des liquors dans le voisinage des lieux où les mines d'or sont exploitées. Les sales suivants à rapport aux épiceries qui débitent des liquors. Jusqu'à présent ils avaient eu l'autorisation de vendre en quantités au-dessus de trois demis le demi-gallon mesure; dorénavant ils ne pourront vendre en quantité, moindre que trois demis, mesure impériale. De plus les détaillants de liquors en détail, ne possédant pas de licences, seront jugés d'une façon beaucoup plus sommaire, et les coupables seront traités plus difficilement chapper à la justice. Cette loi s'occupera aussi des prestataires sur gages. Elle fixe la licence de la maison à payer et le taux de l'intérêt qui auront à payer.

voir sur les objets mis en gage et à régler les conditions du prêt. Le gouvernement a étudié avec soin cette mesure, qui a du reste été rédigée par des législateurs expérimentés et il est prêt à écouter toutes les suggestions qui lui seront faites.

D'après la loi en vigueur il n'y a que les sujets anglais qui ont droit d'obtenir des licences; cette clause a été mise de côté. On a voulu laisser la personne se conformant aux exigences de la loi et donner les garanties nécessaires, avoir droit à une licence. Pourquoi le tout allemand, dit-on, procureur municipal, n'aurait-il pas le droit de vendre son schnapp et son lager beer, tandis que nos compatriotes peuvent stimuler leur goût par l'usage des boissons nationales (bières prolongées). Il y a dans la mesure des dispositions inégalement d'une façon spéciale la ville de Montréal. Le gouvernement voulait d'abord n'accorder que 150 licences en cette ville, mais vu l'état des finances de la province il a cru que le revenu aurait trop à souffrir, de plus cette diminution aurait eu pour effet d'encourager la vente des liquors alcooliques sans licence.

Il a été question de permettre de publier les noms des personnes demandant des licences dans deux journaux, mais le bill va plus loin. Tout prospectus faisant une demande devra donner son nom au greffier de la corporation, qui l'inscrira dans un livre que le public pourra consulter. Son nom et son adresse seront affichés au greffier de la corporation. Les commissaires des licences ont le droit de visiter la maison où l'endroit où ils tiennent leurs «affaires» en demandant aux deux journaux de la province et de la ville de Montréal de publier les noms des personnes pouvant produire un certificat de greffier de la corporation établissant qu'il a été inscrit sur le registre tenu à cet effet.

Les séances des commissaires seront publiques et ouvertes à tous les citoyens. Les remarques qu'ils pourraient faire sont faites au sujet des candidats. De cette façon il n'y aura que les personnes réunissant les qualités voulues qui pourront obtenir des licences.

Il était question de supprimer pour deux ans les licences des ambrogies qui se seraient mises en contenance avec la loi, mais ce projet n'a pas été adopté, car il y a des personnes qui se servent, sans licence, de restes les pénalités imposées par la loi sont déjà suffisamment établies.

Par l'ancien loi en force à Montréal, il suffisait de faire signer une demande de licence par trois électeurs, la notaire même exige la signature de 25 électeurs résidant dans le quartier où doit être ouvert l'établissement.

Les licences de billard seront réduites à \$30; les pénalités seront les mêmes que nous l'ancienne loi, excepté pour les délinquants convaincus d'avoir vendu à des personnes au-dessous de 16 ans. La Cour de Circuit aura juridiction dans les causes de licences. Quant aux restaurateurs il ne se, dit, pas de liquors, leur taxe sera fixée suivant le chiffre de leur loyer.

5000 00

5000 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

170 00

En terminant l'Orateur Procureur-Général se déclare prêt à accepter toutes les suggestions qui pourraient lui être faites.

La Chambre se forme ensuite en comité des subides sous la présidence de M. Lomanger.

A propos de l'item de \$1,000 pour Pécule des Arts et Manufactures.

M. LAFRAMBOISE attire l'attention de l'hon. ministre des Travaux sur l'École des Arts et Métiers de M. Rabbe Chabert à Montréal, et demande si elle n'aura pas un subside.

M. GARNEAU dit que la distribution du subside accordé devait être faite par le bureau des Arts.

M. LAFRAMBOISE fait remarquer que le plus parfait accord ne régnait pas entre les deux institutions, et qu'il journal se faire, que l'Institut de l'abbé Chabert qui a rendu jusqu'à présent les plus grands services, ne doit pas être traité comme tel la mairie.

M. GARNEAU ne doute pas que la Chambre des Bonnes-Arts sache reconnaître les mérites de l'Institut de l'abbé Chabert.

Sur l'item de \$8,000 pour le Journal d'Agriculture.

M. LABERGE dit que ce journal ne remplissait pas le but pour lequel il avait été fondé; il est trop scientifique pour beaucoup de cultivateurs et s'occupe trop d'histoire naturelle; de plus les illustrations ne sont pas convenablement expliquées. Il voudrait qu'on évitât les frais de l'impression et qu'on se contentât d'un journal de l'Agriculture en français avec des échanges avec les journaux d'agriculture en anglais et des échanges avec les journaux d'agriculture en français.

M. CHAPLEAU fait remarquer que, non seulement le système d'échange était trop coûteux, mais encore qu'il était impossible.

Sur l'item \$1,000 pour l'immigration et le recrutement. M. MARCHAND dit que l'an dernier, le gouvernement avec le montant de \$15,000 à sa disposition, n'avait pu recruter que quinze candidats, ce qui demande ce qu'il pourra faire avec \$15,000 seulement.

M. GARNEAU répond que cette somme de \$15,000 aurait été consacrée non seulement au recrutement, mais encore pour d'autres fins.

A propos de l'item de \$205,000 pour les salaires d'été. M. LABERGE fait observer que les malades étaient toujours payés beaucoup trop tard dans les salaires et que c'était ce qui expliquait le petit nombre de recrues. Il pense que si le gouvernement faisait de plus grands sacrifices pour les salaires, cet état de choses changerait certainement.

M. CHAPLEAU déplore les ravages causés, depuis plusieurs années par l'inflation monétaire; il dit qu'il a actuellement 10 millions à Banquet, c'est à la Banque d'été environ 15 millions. Ferdinand d'Haile, le sympathique, peut avoir toute la sympathie possible pour cette terrible plaie sociale, mais de leur côté, les participants de la manifestation doivent se rappor-

ter que la charité chrétienne leur impose le devoir d'avoir soin de leurs malades. Le gouvernement se propose de présenter une mesure qui, tout en étant favorable à la réduction du pauvre allé, tendra à diminuer les dépenses de la province. Le comité se lève et rapporte ensuite, et la séance s'ajourne à 10 h 30 heures.

Parlement Provincial.

Assemblée Législative.

L'ORATEUR prend son siège à 3 h 10 hrs. Plusieurs pétitions sont présentées pour obtenir de l'aide pour les chemins de l'émigration.

M. CHAPLEAU présente le 14ème rapport du comité des ordres permanents.

M. CHAPLEAU présente le 6ème rapport du comité du code municipal.

M. WUTTELL présente le rapport du comité du code municipal.

M. CHAPLEAU en réponse au 1er adressé, présente un état des nominations faites par les commissaires d'un chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental depuis la dernière session jusqu'à la fin de 1877.

M. MATHIEU présente un bill pour abroger les articles 2172 et 2173 du code civil du Bas-Canada.

M. PRÉFONTEAUX demande si c'est l'intention du gouvernement d'acheter le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, de Hull on Aylmer jusqu'à Portage du Fort, si les chemins des travaux sur cette partie du dit chemin doivent continuer, si sont sous contrat et quand ils doivent être terminés.

M. CHURCH répond que le gouvernement avait expliqué sa politique à ce sujet dans le discours d'ouverture.

M. VERRILL dit qu'il a déclaré que c'était l'intention du gouvernement, aussi, tout que M. Mackenzie avait déclaré que c'est son intention de suivre sa première politique, c'est-à-dire de prolonger la ligne Pacifique près d'Ottawa, mais que le chemin de fer de la Rivière Nord s'y rallie. En un mot, tout dépendra la décision que prendra le gouvernement (février).

M. LAFONTAINE demande si c'est l'intention du gouvernement de diviser le comté de Portneuf en deux divisions d'enregistrement.

M. CHURCH répond qu'il n'y a rien de tel, l'hon. membre du dit comté et autres intéressés avant de nommer un nouveau registraire pour ce comté.

L'hon. M. ANGERS — Le gouvernement n'a pas changé sa politique à ce sujet, c'est-à-dire qu'il veut la séparation de la division d'enregistrement du comté de Portneuf.

M. CHURCH fait motion pour obtenir un état indiquant la superficie totale de l'octroi de corps de bois faits à Louisbourg, de la Rivière Bonaventure, dans le comté de Bonaventure ou ailleurs, avec la date de cette octroi; un état de toutes sommes payées au département des

LIÈVRES DISTRIBUÉS EN PRIN.
Total des Publications Publiques.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

Lièvr. distrib. à des distributeurs en prin.

18

○

venu à la province. Nos journaux l'opposent au vote à la taxe de 50 cts par tonne sur la matière brute, mais il faut espérer que ces remises ne dérangeront pas le gouvernement car si les calculs sont exacts on pourra verser à Liverpool \$37 et \$32 ce qui revient à \$12. La taxe n'est pas exagérée.

L'hon. trésorier a annoncé à la Chambre la diminution du revenu provenant des terres de la Couronne. Ce résultat est dû en partie à la réduction faite sur le droit perçu pour les changements de limites qui de \$8 a été porté à \$1. Je regrette que le gouvernement ait consenti à cette diminution.

Il est une autre question sur laquelle le gouvernement a tenu ferme et bien à son honneur, c'est l'attention de la Chambre. En 1868 on a adopté une résolution accordant la concession des limites jusqu'en 1891, le gouvernement se réservant toutefois le droit de changer les conditions de prêt en septembre 1872. Cette époque arrive il faut espérer que le gouvernement ne laissera pas passer sans exiger des concessions en prix plus élevés. Il faut espérer que le Commissaire des Terres présentera une mesure pour la protection des forêts. Dans son rapport M. Little dit que personne ne peut évaluer la compétence, dit que dans un avenir prochain nous serons obligés de faire venir de bois pour notre consommation. Cette opinion est certainement entachée d'exagération, mais il est un fait certain, c'est que la consommation de bois qui se montait à vingt millions de dollars il y a quelques années atteint à peine aujourd'hui le chiffre de huit millions de dollars. Nous devons attendre à voir diminuer d'année en année les revenus des terres de la Couronne et le gouvernement adopte promptement une politique bien entendue.

L'hon. cite alors la circulaire de M. Bell, Forreth et Cie, qui fait un tableau navrant de la destruction des bois. Une autre question devait considérablement embarrasser l'hon. trésorier; c'est celle des taxes perçues sur les compagnies d'assurance. La première année elles ont rapporté \$25,000; cette année elles sont estimées à une somme plus élevée, mais si les décisions des tribunaux sont maintenues le gouvernement aura à rembourser des sommes considérables. L'hon. trésorier ne veut pas attaquer les décisions judiciaires, mais il diffère d'opinion sur l'interprétation de la loi. Il considère cet impôt de timbres comme une taxe directe et c'est ce jour qu'il veut exposer la cause en Angleterre. Cette admission a été précédée de beaucoup de membres de cette Chambre par surprise. Elle montre que le gouvernement a le gouvernement en état rendu à la taxe directe. C'est un aveu pénible à enregistrer et c'est un regret pour toute la province de constater qu'elle est arrivée à la taxe directe. Le gouvernement déploie un génie remarquable pour l'imposition des taxes. Il ne s'arrête pas en aussi lent chemin et bientôt sur une dénomination on aura nous autres autres impôts directs. Une autre question est celle des pots incendiaires de Québec dont le gouvernement se jette pour faire du capital politique. L'hon. dernière le gouvernement a reçu \$27,000 en compensation en emploi dans le département un employé qui percevait un salaire de \$1,200.

SCÈNE DU SOIR.

L'ORATEUR prend son siège à 8 h 30. M. JOLY continue son discours. « Je suis de la difficulté du paiement de l'intérêt des bons de ce gouvernement; j'aurais songé au chemin de fer, seront-ils? Il y a été question dans les journaux des efforts qui ont été faits, mais jusqu'à présent l'hon. trésorier est resté muet sur cette question. Il faut espérer qu'il aura fait connaître en temps et lieu les intentions du gouvernement.

L'hon. trésorier semble porter une conviction sur certains points. Il laisse à entendre que cette difficulté disparaîtra le jour où les chemins de fer seront loués, mais l'expérience de l'après midi lui prouve que ce n'est pas tout. L'exploitation d'une nouvelle ligne demande beaucoup de capitaux des réserves. Il y a une restriction comme, par exemple la ligne du chemin de fer de Lévis et Kentville.

L'hon. trésorier a déjà engagé un déficit de \$91,000 et se chargeant un fonds existant en un surplus de \$17,000, mais on ne peut se vanter d'être en état de payer la Province à sept millions et demi de dettes. En considérant fidèlement l'état de nos finances nous sommes forcés d'en venir à la conclusion que nous sommes devenus des dépenses nécessaires par la construction des chemins de fer, de la dette de notre dette et nos recettes se balancent exactement. On nous mène donc à cette somme que nous avons qualifiée comme nous nous sommes subvénir au paiement de l'intérêt et de l'amortissement.

L'hon. trésorier parle de son mépris profond pour ceux qui sont restés silencieux lorsqu'il s'est agi de grandes entreprises, qui ont été oubliés les uns après les autres, aujourd'hui. A qui s'adresse-t-il, ce ne peut être qu'à ce côté de la chambre. On a essayé de rappeler l'opposition non pas comme un vaste dépôt de nombre de nos membres étant trop restreint, mais on a fait entendre que \$100,000 sur son état, hostile à toute modification, tout progrès, et tout ce, on nous l'a fait le rôle d'opinion. Jusqu'en 1875, l'opposition a compromission aide le gouvernement sur la question des chemins de fer et elle a même combattu à la fois contre des partisans restés jusqu'à la fin des

au ministère. Mais à un moment donné, elle a compris qu'il était impossible de laisser le gouvernement aller plus loin, et c'est alors qu'il s'est présenté l'amendement du 15 décembre, demandant que la politique ministérielle annule la taxe directe. C'est depuis ce moment que le gouvernement a dû aller en à composer sur l'opposition pour les chemins de fer, et les paroles de l'amendement présenté alors s'appliquent encore à la situation actuelle.

A cette époque l'opposition a compris sa mission. Elle a montré au gouvernement le gouffre dans lequel il précipitait la province, et si au soir on ne s'est écroulé, elle a eu la satisfaction du devoir. L'hon. cite alors les passages du discours prononcé par l'hon. trésorier en 1870.

« Je me présente l'amendement en venant à ce point, et il est voté en 1870; le gouvernement, trompé par ses paroles de l'hon. trésorier, disait qu'il ne consentirait jamais à placer la province dans une position théorique à avoir recours à la taxe directe non seulement pour le paiement des intérêts, mais encore pour rencontrer les dépenses courantes. Ils ont été vaincus par la difficulté de doter leur côté d'un chemin de fer.

L'hon. Trésorier a par ses efforts fait par certains compagnons pour ruiner le crédit de la province. Il ne faut pas chercher les ennemis de Québec en Angleterre, ils sont dans notre province.

En effet quelle idée doivent avoir de nous les capitalistes anglais qui après avoir vu de magnifiques prospectus de la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kentville ont après le résultat de l'entreprise dans laquelle M. Reed a engagé \$150,000. Cet exemple aide-t-il beaucoup au placement d'un emprunt à L'extérieur. Le gouvernement ne semble nullement disposé à conserver son crédit à l'étranger, il paraît en plus porté à emprunter le 7 par cent que de faire des transactions en Angleterre.

L'hon. Trésorier qui savait parfaitement que les chemins de fer en premier juillet au 31 décembre amonteraient un déficit de plus de \$600,000 dit qu'on ne peut pas se faire une idée des dépenses totales par celles des premiers six mois; il cite à l'appui de son avis l'exemple accordé aux chemins de Colombie qui se fait déjà entièrement dépensé. Toutefois ce raisonnement est faux, car on n'en tient compte des chiffres qui ont été écrits pour le Conseil Législatif, l'administration de la justice, l'administration publique et l'agriculture, les travaux publics ont été dépensés, quelle somme dans la position de la province à la fin de l'année passée dans le premier mois. Trésorier dit que l'an prochain on administre que les chemins de fer rapportent \$150,000 pour couvrir le paiement de l'impôt, la province aura un déficit de \$75,000. Puis-je calculer dire juste, mais il est peu probable que dans les premières années les recettes de chemins de fer puissent couvrir

les dépenses d'exploitation; l'impôt de l'opposition établit alors une disposition entre l'état des finances de la province de Québec et de celle d'Ontario. D'après ces calculs, cette dernière a dépensé 97 millions de chemins de fer dans l'Ontario.

L'année dernière, grâce aux subventions du tiers de cette longueur achevée. On peut objecter que les chemins de l'Ontario sont considérablement taxés mais en admettant que la chose se fasse de même dans notre province, il n'y a pas de doute qu'il y aient eu des millions de plus en moins, tout simplement une somme égale de moins à emprunter au lieu de \$75,000 nous n'en devrions que \$45,000.

En 1875, l'hon. trésorier de la corporation de Québec ne voulait pas augmenter nos dettes et disait que le plan de gouvernement était admissiblement combiné, que la population n'aurait à payer aucune taxe nouvelle et cependant nous nous apprenons aujourd'hui que pour rencontrer les dépenses courantes, nos intérêts sur la dette, etc., etc., nous nous trouvons réduits à la taxe directe.

Le gouvernement parle de nouvelles taxes, l'opposition s'y oppose et croit que si les affaires sont bien conduites, un nouvel impôt n'est pas nécessaire. Il est question de taxes sur les transactions financières qui sont vues avec la plus grande défaveur dans le public. On ne sait quels ne seront pas acceptés par la chambre.

Comme je disais la semaine la plus claire du discours de l'hon. trésorier est que nous sommes arrivés depuis deux ans à la taxe directe; le gouvernement ne veut pas nous montrer que le gouvernement ne veut s'arrêter dans cette voie fatale. Je tiens à protester encore, car l'impôt sur la puisse être du sort de l'amendement suivant, je tiens à le proposer.

Que l'Orateur ne se laisse pas emporter le fatuité mais qu'il soit résolu que nous sommes regrette l'imposition des taxes directes annoncées dans le discours de l'hon. trésorier sur le budget. Les opinions de quoique ne partagent pas la position financière de la province, ne peut se fier à la manière habile avec laquelle il a traité les multiples affaires, pris de voir le chef de l'opposition faire la commission à \$1 sur les transports de la province, les chemins de fer, le commerce de bois se sentent particulièrement lutté nationale géants des affaires et il pense que le gouvernement a une grande tâche à accomplir dans la plus sage dans le but de ne pas payer cette importante ressource. Il est légitime de voir rapproché une source de revenus pour la province.

Quelques jours après ces mêmes journaux apprennent que le gouvernement allait de Terrebonne à Montréal. De suite, on change de chanson. Il fallait en composer une nouvelle, que l'on chantait sur l'air d'une complainte. On se mit à écrire de nouveaux articles dans lesquels on s'appuyait sur le sort de Québec, qui venait, disaient-ils, d'être sacrifié pour et au profit de Montréal. On disait-il, Montréal a triomphé et Québec a été sacrifié.

Et ce qui est le plus comique, les journaux de Montréal se laissent bien entendre, disant, Québec a triomphé et Montréal a été immolé pour sauver Québec.

Quelle audace ! quelle hypocrisie ! Quelles contradictions étranges non seulement dans la presse libérale de Québec mais de Montréal même. Qui le croirait. C'est véritablement honteux.

Qu'il ne soit permis de dire en passant, un mot de l'Assemblée qui a eu lieu à Montréal ces jours-ci. Cette assemblée, dit-on, avait pour but de critiquer la politique du gouvernement à l'égard du chemin de fer, et de détruire l'influence de l'honorable membre de la division est de Montréal.

Les organisateurs de cette assemblée étaient probablement des hommes spéculateurs si bien connus dans le monde de la spéculation qui, étant incapables de réaliser de beaux bénéfices sur des terrains qu'ils avaient achetés, il y a quelques mois, dans le voisinage de la ligne, (dit-on) de l'île auraient dû pour se venger de ce grand dépitement, qui leur faisait déborder à tout prix. Cela devait toujours dans leur opinion, leur servir à quelque chose ne serait-ce qu'à les aider à tuer l'influence de l'honorable membre de Montréal est. « Aussitôt dit aussitôt fait ».

Dans ce tapage politique l'intervention d'une chose qui me fait plaisir, M. l'orateur, c'est que je suis certain que ces organisateurs, spéculateurs de consciences et de deniers publics vont bientôt moissonner dans les pleurs et le désespoir, ce qu'ils ont dans un moment d'enthousiasme si mal choisi et si mal placé.

Oui, M. l'orateur, j'ai confiance que la grande majorité des électeurs de la division est de Montréal reconnaîtra avant longtemps, si déjà elle ne le reconnaît point, que rien ne justifiait cette démonstration de l'autre jour, et quelle la regrettera, surtout qu'elle ne permettra jamais qu'il soit fait à leur représentant actuel, en cette chambre, ce qui a été fait au défunt, et tant regretté Sir George Cartier, l'un des plus grands hommes politiques que notre pays ait eu jusqu'à ce jour.

M. l'orateur, je ne puis m'empêcher de reconnaître ici que l'honorable membre pour Montréal est, en cette circonstance, comme dans bien d'autres, combattait vaillamment pour les intérêts de Montréal en général et en particulier pour la division qu'il représente avec tant d'honneur, d'intelligence et d'énergie.

Si un représentant a mérité un bon point de la part de ces constituants à propos du règlement final de cette question du terminus du chemin de fer à Montréal, c'est bien mon honorable ami pour Montréal Est.

Je ne voudrais point insinuer que le gouvernement n'était pas prêt à aller de Terrebonne à Montréal mais dans tous les cas, l'on me permettra, j'espère, de croire que si les électeurs aient définitivement pris cette détermination d'aller de Terrebonne à Montréal, que l'honorable membre de Montréal-est et ses deux autres collègues de Montréal, aident aussi de ceux du voisinage ont contribué tous pour une large part. Un mot à propos des résolutions et je termine.

L'opposition, accoutumée à toujours critiquer et blâmer le gouvernement dans tout ce qui a été entrepris et fait depuis dix ans, pour le plus grand bien de nos populations, (je veux parler de nos chemins de fer), je ne suis pas surpris de voir que l'on trouve à redire encore aujourd'hui aux résolutions que s'en vont devant nous. Voulez-vous savoir le but de cette opposition. Et voici M. l'orateur :

Sous prétexte que cette loi est injuste, infâme, odieuse et tyrannique même, on voudrait entraîner la majorité de cette chambre à vo-

ter contre, et cela dans l'espoir que les municipalités qui ont souscrit pensant avoir une chance, au moyen d'opposition et de contestation, le ne point payer, la montant de leurs souscriptions ; et que, dans ce cas, le gouvernement se trouverait obligé de faire un nouvel emprunt de \$2,500,000 à \$3,000,000.

C'est dans cette position embarrassante où ils voudraient nous conduire et qui ils désiraient nous voir pousser, afin de pouvoir crier au peuple « nous vous avons fait la banqueroute, à la taxe directe ! » l'on sait qu'ils seraient heureux de voir le pays dans cette position.

N'allez pas croire, M. l'orateur, qu'il en est venu les intérêts de la province dans l'opposition qu'ils font aux résolutions, oh non. C'est leur intérêt propre qu'ils veulent servir : voici ce qu'ils se disent tout bas entre eux : « si par l'opposition que nous allons faire à ces résolutions nous pouvons entraîner la majorité de la chambre avec nous, alors, elles ne passeront pas. Et les municipalités en ce cas auront peut-être une chance de ne point payer leurs souscriptions.

« Et si toute fois on les force à payer aux moyens de poursuite, elles devront sans doute se résigner ensemble pour faire une vigoureuse résistance aux demandes et réclamations du gouvernement, et pendant le temps que durera cette contestation qui aura peut-être à passer par tous les tribunaux judiciaires du pays et même par celui du conseil privé de Sa Majesté. Le gouvernement, qui compte sur ces souscriptions municipales pour contre ses engagements, se trouvera forcé d'emprunter de nouveau \$2,500,000 à \$3,000,000 : c'est pour le coup que nous traverserons de l'autre côté. »

M. l'orateur, je regrette d'être obligé de dire une vérité aussi dure, mais c'est malheureusement le langage que ces honorables messieurs tiennent entre eux en moment. Ils sont prêts à plonger dans le gouffre notre province, si, en le faisant, ils peuvent avoir le pouvoir. Ils sont les dignes initiateurs de certaines gens

bien connus en Europe, qui pour avoir la tête de Napoléon, ont laissé sacrager une partie de la France étaient prêts à livrer à l'ennemi la ville de Paris, pour le seul plaisir de détruire Napoléon et ses ministres afin de prendre leurs places.

M. l'orateur, j'ai trop de confiance dans le patriotisme de la majorité des membres de cette chambre pour croire un instant que les intérêts généraux de notre province ne soient pas aujourd'hui sauvegardés, comme elle a toujours su le faire par le passé, malgré ce que l'on en dit, dans cette chambre et dans toute la presse prétendue libérale.

Au moyen de notre concours en faveur des résolutions qui peuvent paraître un peu rigoureuses, mais non injustes, ni tyranniques comme on s'efforce à le faire croire, nous allons assurer le parachèvement du Grand Tronc du nord, sans augmenter la dette provinciale de \$2,500,000 à \$3,000,000.

Après tout, ces résolutions, M. l'orateur, ne sont qu'un complément des lois et règlements en force pour la province.

Et la loi qui se base sur ces résolutions ne sera pas nouvelle ni plus rigoureuse que bien des lois qui se trouvent dans nos statuts. Pour n'en citer que quelques unes, je mentionnerai notre code municipal et la loi d'expropriation pour la cité de Montréal. Les lois concernant les chemins de fer. Je termine. M. l'orateur avec l'espoir que les résolutions seront votées par une majorité.

Parlement Provincial.

Assemblée Législative.

Québec, 12.

L'ORATEUR prend son siège à trois heures.

M. CHAPLEAU introduit un bill pour amender l'acte 18 Vict. Chap. 103 au sujet des registres de l'état civil.

La Chambre concorde dans le rapport du comité général sur le bill pourvu à ce que le lord d'Inverness puisse être obtenu en certains cas et réglant la procédure à cet égard. — M. Angers.

Le bill est en première lecture et les débats sont repris sur la motion de M. Joly en amendement à la motion, pour que la

Chambre se forme de nouveau en contre des subsides et des estimés pour l'année finissant le 30 juin 1876.

M. TARDIEU, L'hon. député de Lotbinière a longuement développé ses idées au sujet de l'état des finances de la province de Québec. J'admets que la position financière est sinon compromise du moins excessivement grave et il faut de toute nécessité établir quelles sont les causes de la situation actuelle. Le gouvernement a dépensé une somme énorme pour la Chambre des communes énormes pour les chemins de fer. L'opposition a volontiers donné son vote pour ces grandes entreprises et c'est en vain que son chef veut se retrancher derrière l'amendement du 15 décembre 1875 pour venir à couvert la responsabilité de son parti. Dans cet amendement il demandait à la Chambre de déclarer que la politique du gouvernement compromettait la construction des chemins de fer; il était donc loisible de s'opposer à l'entreprise et il s'engageait même à soutenir le gouvernement s'il voulait accorder des subsides au et retarder la construction du chemin de fer des Piles et le prolongement du chemin de fer jusqu'à Hull. Il n'y a donc au point de vue financier aucune différence entre la politique du gouvernement et celle de l'opposition.

Si nos amis de l'autre côté de la chambre veulent un instant oublier les rancunes de parti et ne pas faire du capital politique en vue des prochaines élections ils avoueraient que la ligne de conduite du gouvernement est dictée par le patriotisme le plus pur et le désir de favoriser les meilleurs intérêts de la province. Mais on ne suit le parti libéral et les chefs des contradictions et de l'hypocrisie organisée; d'instinct l'hon. député d'Argenteuil qui pensait hier une attitude toute différente de celle qu'il assumait en 1875.

L'hon. chef de l'opposition parlait hier de taxe directe et demandait surpôt que la province de Québec ne se soit pas aperçue que depuis deux ans elle était soumise à un tel fardeau que cette taxe soit bien légère puisqu'elle n'est que de 10 centimes par acre.

Cette taxe est imposée pour maintenir le crédit de la province et il paraît surprenant à tout homme sérieux que le chef de l'opposition n'ait pas attendu les résolutions de l'hon. trésorier au sujet des nouvelles taxes avant de présenter son amendement. Tous les efforts que fait aujourd'hui la faible brigade de l'opposition, qui sait si bien, quand elle veut, faire surgir les hérauts du trouble et de la ruine, pour couvrir l'opinion publique, auront pour seul résultat de ruiner à l'étranger le crédit de la province. En 1875 la province de Québec comptait qu'il n'y avait qu'un seul moyen de sauver les occasions considérables offertes aux différentes lignes : c'était d'assurer les contrats des compagnies. Ces projets n'ont pas rencontré d'opposition et en lui donnant son appui la chambre demandait d'une façon implicite son consentement aux taxes que nécessitait l'achèvement de ces grandes entreprises.

L'état des affaires est-il aussi déplorable que veut le dire l'hon. chef de l'opposition? Il n'est pas certain que d'un déficit de \$261,000; mais il ne tient pas compte de l'impôt de la province qui se compose des sommes de l'Etat des municipalités et de l'impôt de l'arbitrage, des arrérages du démantèlement des terres, formant un total de \$1,000,000,000 au total et il faut de toute nécessité établir quelles sont les causes de la situation actuelle. Le gouvernement a dépensé une somme énorme pour la Chambre des communes énormes pour les chemins de fer.

Le parti libéral qui s'élève avec tant de vigueur contre les taxes prend tous les moyens possibles pour les faire augmenter en poussant les municipalités à refuser le paiement des octrois qu'elles se sont engagées à fournir pour la construction des chemins de fer et tous ces efforts semblent tendre à ruiner notre crédit. Malgré les dénégations du chef de l'opposition les nouveaux chemins de fer donneront, même dans les premières années, des bénéfices qui couvriront amplement le paiement de l'intérêt et l'amortissement de la dette. Ils répandront dans la province l'abondance et la prospérité.

Il est vrai que les dépenses ont augmenté dans la province de Québec depuis 1867; mais cet accroissement n'est rien si on le compare à celui qu'on a constaté dans l'Ontario depuis surtout que le gouvernement libéral est au pouvoir. En un mot si l'opposition veut dire quelque chose doit donner son appui aujourd'hui, à ce qu'elle approuvait en 1875.

L'Ontario termine en s'élevant contre les taxes directes et sur certains points contre les deux représentants du district de Québec dans le cabinet.

M. MOLLATH. La Chambre semble reconnaître d'une façon unanime le mauvais état de nos finances. Ces difficultés viennent soit des circonstances soit de la mauvaise administration. Or, comme il est bien reconnu que depuis la confédération le gouvernement n'a fait que ce qu'il a voulu malgré l'opposition de la gauche, toute la responsabilité de cet état de choses doit retomber sur lui. Les dépenses qui vont sans cesse en augmentant proviennent de ses mesures et si les frais s'accroissent à chaque année c'est à lui qu'il faut en demander compte. Il est à remarquer, cependant, que le département pour lequel on devrait faire les plus grandes sacrifices a été négligé. On a été, en effet, par les comptes publics, la diminution des dépenses du département de l'éducation.

Le gouvernement. Depuis longtemps l'opposition avertit le gouvernement que ses dépenses augmentaient infailliblement la banqueroute au texte direct; aujourd'hui ses prédictions sont malheureusement accomplies. Le député de Bonaventure a dit qu'il approuvait la construction des chemins de fer du nord, l'opposition avait donné son accord sans aucune des dépenses qu'on commettait cette entreprise. A cette époque

145 70
40 00
25 00
25 00

145 70
40 00
25 00
25 00

145 70
40 00
25 00
25 00

145 70
40 00
25 00
25 00

145 70
40 00
25 00
25 00

145 70
40 00
25 00
25 00

le gouvernement parlait de ses ressources immenses et démontrait qu'il pouvait accomplir ses travaux gigantesques sans taxer la province. Il est également faux que l'opposition ait empêché les municipalités de payer les octrois promis; mais le gouvernement s'est écarté de ses engagements ce n'est pas à notre parti d'exiger l'exécution d'un contrat auquel le gouvernement n'est pas resté fidèle.

Le député d'Éberville fait l'histoire du chemin de fer du Nord, soutenant que le gouvernement n'est servi depuis de nombreuses années comme celui d'élection; il fait le tableau de l'attitude prise par l'opposition toutes les fois que de nouvelles mesures relatives à ces chemins de fer ont été présentées et conclut en disant que la conduite de son parti méritait entièrement sa responsabilité à couvrir.

Le député de Bonaventure parle de la popularité de son parti mais ne s'aperçoit-il pas que des villes entières se soulèvent contre lui, comme il l'avoue lui-même au milieu des démonstrations populaires des bouchers sur lesquels on immole en effigie les chefs du gouvernement.

Le gouvernement supporte aujourd'hui les conséquences de ses fautes et l'opposition ne serait pas fidèle à ses principes si elle l'encourageait dans sa mauvaise administration des deniers publics.

M. MATHIEU. La question de la taxe n'est pas encore devant la Chambre; l'amendement fait par le député de Lotbinière nous donne une motion de non confiance pure et simple sans autre résultat pratique que de renverser le gouvernement s'il peut nous le faire majorité.

M. MOLLATH. Le vote de non confiance est en faveur de la motion principale.

A 5.30 hrs. l'Ontario quitte le feu.

SEANCE DE SOIR.

L'ONTOIRE prend la parole à 7.45 hrs et fait à la Chambre la déclaration suivante :

Après le discours de l'hon. député de Richelieu j'ai entendu bon nombre de députés prononcer les mots *si heurés*. Ces paroles furent prononcées par un plus grand nombre encore au moment où le discours s'élevait presque complètement. J'ai cru que c'était le langage d'un homme qui se posait l'insuffisance de la lumière, de déclarer qu'il était six heures. Je le fis en conséquence et la lumière le faillit. On me proposa subitement de le reprendre; mais après avoir déclaré qu'il était six heures je ne pouvais me rendre à cette demande.

M. JOYE. Le 2ème règlement de la Chambre est tellement clair que si M. l'ontario veut pas donner cette explication j'aurais certainement demandé l'opinion de la Chambre à ce sujet.

L'incident est clos.

Les bills suivants sont lus une troisième fois et passés :

Bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de l'Isle de Montréal.—M. Ogilvie.

Bill pour incorporer "The Oxford Nickel and Copper Coy."—M. Robertson.

Bill pour incorporer "The Sherbrooke Nickel and Phosphate Coy."—M. Robertson.

Bill pour incorporer l'Union St. Joseph de Leclerc.—M. Leavallier.

Bill pour régulariser certains procédés préliminaires dans l'incorporation de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des comtés de Sherbrooke et de Bonaventure.—M. L'Yves.

Bill pour amender l'acte de cédant-province du Canada 12 Vict. chap. 137 incorporant la corporation de la communauté des sœurs de St. Croix, dans la paroisse de St. Laurent du district de Montréal, pour les fins d'éducation.—M. Leavallier.

Les bills suivants sont lus une seconde fois :

Bill pour lever tout doute au sujet du pouvoir de William Frederick Kay de disposer de certains immeubles possédés par lui en vertu du testament de feu Dame Mary Laey.—M. Ogilvie.

Bill pour ériger en municipalité rurale une partie de la municipalité du village de la Côte St. Paul.—M. Tallon.

Les débats sont repris sur l'amendement de M. Joye.

L'hon. M. CHAPLEAU. Je regrette beaucoup la ligne de conduite qu'a cru devoir adopter l'hon. député de Lotbinière. S'il croit défendre les intérêts de la Province, il se trompe grandement; sa conduite est en fait une trahison envers les légitimes, en effet son amendement ne s'appuie sur rien absolument. Il aurait dû s'appuyer sur les résolutions de la Chambre par l'hon. trésorier; son zèle, lui entraîne beaucoup trop loin et sa motion devrait être considérée comme hors d'ordre pour tous ceux ayant quelques connaissances des règles parlementaires, mais le gouvernement n'a nullement l'intention de se retrancher derrière une question d'ordre pour répondre au défi qu'on lui a jeté. L'hon. député de Lotbinière a fait proposer sa motion sur un seul point, la mauvaise administration des deniers de la Province. Cependant durant cette session comme dans les précédentes le parti qui représente tout le Canada opposé à aucune disposition qui s'appuie sur une raison sérieuse. Le gouvernement n'aspire rien pour administrer les finances de la Province avec économie et il a chaque jour à cœur de ne pas épuiser les demandes qui viennent de toutes parts.

Toutefois ce sont les petits jureurs qui demandent des frais de déplacement plus élevés, tantôt ce sont les grands jureurs qui réclament des indemnités, et tout le gouvernement est harcelé et principalement par ceux qui lui reprochent la prodigalité; l'opposition demande des chemins de colonisation, des sœurs de St. Croix, des décrets de St. Jean, plaidé la cause du rapatriement et après avoir obtenu dans ce but un octroi de \$45,000 tout n'est attribué

75

75

75

75

75

75

75

75

75

75

75

75

75

75

75

PARLEMENT PROVINCIAL.
—
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

— Lundi, 18 fév.

M. Lynch propose la nomination d'un comité choisi pour prendre en considération le système actuel de la taxation municipale de la province de Québec. Il voudrait que la taxe ne pût pas seulement sur les immeubles, et que ceux qui font des spéculations monétaires, en prêtant de l'argent à un intérêt élevé, contribuent à maintenir le gouvernement municipal.

L'hon. M. Church n'a aucune objection à examiner la question au point de vue de l'hon. député de Brome, et dit qu'il donnera tout son concours au comité.

La proposition est adoptée.

M. Turcotte propose que, dans l'intérêt de la province de Québec et de la Législature, le siège du gouvernement devrait être transféré aux Trois-Rivières. Il dit qu'il est très-écri-

voisé en faisant cette proposition. Il est admettant que les députés aient une liberté parfaite pour discuter toutes les questions qui leur sont soumises, et la démonstration hose qui vient de faire la populace au

sein du Parlement démontre que «telle liberté nécessaire n'existe pas à Québec. Il dit que la ville des Trois-Rivières serait prête à payer le coût des travaux exécutés jusqu'ici.

M. Lorange dit que la ville des Trois-Rivières ferait mieux de payer sa souscription au chemin de fer.

M. Lacerte, de Saint-Maurice, aboude dans le sens de M. Turcotte.

Le Dr Rinfret propose en amendement, secondé par M. Sheehy :

«Qu'il n'est pas opportun maintenant de changer le siège du gouvernement»

Il dit que la démonstration dont a parlé le député des Trois-Rivières, n'a été qu'une protestation contre une injustice faite à Québec.

M. Allery dit que la démonstration qui a eu lieu, l'autre jour, a été réprouvée par tous les bons citoyens. Il espère que Québec restera longtemps encore le siège de la capitale provinciale.

forcé de se fier à mon honneur, vu que je n'aurais pas de preuves. On a un argument à fait naïvement, l'on nous reproche d'aller contre nos convictions exprimées sur la motion de M. Mathieu : en effet M. Angers dit : ces messieurs ont voté contre la motion et n'ont pas le droit d'en réclamer le bénéfice en d'autres termes il a dit, les membres de la gauche ne sont des paries, ce sont des gens qui ont pas les droits dans cette Chambre; nous avons le droit du faire des règles, nous avons la majorité mais la minorité ne peut pas en bénéficier.—[Appl.]

Cette règle a été faite par nous mais la minorité pense-elle par hasard que nous allons adopter une motion pour sauvegarder ses droits. Bizarre que la minorité civile a le droit de venir partager avec nous les banquettes parlementaires ! [Appl.]

Nous forcerons la chambre à passer des résolutions mais le lendemain nous y retournerons plus tenus, c'est pour notre avantage dit la majorité que ces résolutions ont été passées mais maintenant c'est notre avantage, nous les mettrons de côté.

Je n'ai qu'un mot à ajouter, M. l'Orateur, veut de protester contre le fait d'entrer dans les registres seulement un incident du débat qui a eu lieu et cet incident est très important pour moi. On dit simplement que j'ai été censuré sans dire pourquoi, sans mentionner ce qui a donné lieu à cette censure.

M. l'Orateur, je ne pense pas avoir mérité la sévérité et l'immixtion avec lesquelles je suis traité par l'autre côté de cette chambre. Quelques fois, souvent même j'ai pu discuter avec chaleur les questions qui se sont présentées devant moi, j'ai toujours respecté de ne pas mettre des fleurs dans les listes parlementaires, de faire trop d'efforts pour ne pas froisser les sentiments de mes adversaires, mais c'est un défaut, dont je suis en train de me corriger. [Appl. et rires à gauche.]

M. ROBERTSON dit qu'il était certain que si l'hon. député de Lotbinière refusait les paroles dont il s'agit, servi, la Chambre consensuellement d'écouter sans à n'ayer des votes et délibérations ce qu'il le concernait.

M. JOLY dit qu'il était sensible aux sympathies que lui avaient témoignées quelques membres de l'hon. côté du ministère, mais qu'il refusait néanmoins de se rétracter.

Après une assez longue discussion la motion est mise aux voix et est adoptée par division de 18 pour et 37 contre.

On a lu la dernière session de la loi bill relatif à la vente des terres contenant du phosphate de chaux. Le comité recommande le bill avec amendement.

Le bill de l'hon. M. Chaboyer pour amender l'acte 18, chap. 163 en ajout des règlements de l'état civil est considérée en comité, fin une troisième fois et passe à l'ordre du jour.

J'ai vu l'Orateur à Ottawa avec sa position de gardien de l'honneur et de la dignité de la Chambre, dès qu'il vit le désir exprimé par mes amis, essayer avec le prestige de sa position de faire adopter par la chambre les résolutions exprimées par mes amis à la vue de la position prise par mes amis, c'est vous et M. l'Orateur qui êtes le juge supérieur de la Chambre, c'est vous qui êtes le gardien de son honneur et de sa dignité et vous avez paru satisfait des explications que j'ai données. Je conviens la question soulevée par la motion de M. Marchand comme très importante, non pas seulement pour moi, mais pour mes amis qui ont pris à partager avec moi tout le poids de cette censure. [Oui, oui, oui, oui] de l'opposition.

Comme chef de l'opposition j'étais chargé de défendre les droits de la minorité et c'est un privilège dont je suis fier et que j'ai exercé jusqu'au bout (appl.) M. Mathieu a introduit la motion dont je viens de parler il y a un instant. Cette motion a été adoptée hier soir on a décidé par la question de ce qui concerne la question ne se nait entré dans les votes et délibérations; elle-même elle n'a pas été entrée dans les registres et s'il y avait eu un amendement à cette motion il n'aurait pas non plus été enregistré. De tous les procédés qui ont eu lieu dans ces deux derniers jours dont pas un seul incident ne devait être rapporté à la motion de M. Mathieu à quelque signification, l'on choisit la seule chose qui se rapporte à moi, c'est la censure prononcée contre moi sans même citer les paroles incriminées. [Écoutez ! fire à droite.]

M. Joly, j'entends lire un membre de l'autre côté je n'en suis pas surpris il ne peut comprendre les sentiments qui m'animent en ce moment (appl. à gauche).

Si l'on avait dit de moi comme la Chambre l'avait déclaré le n'aurait pas dit un seul mot, mais je dois protester contre ce procédé, l'on dit que je suis condamné sans même dire pourquoi, sans citer mes paroles. [Écoutez.]

Les motifs qui ont porté M. Marchand à faire cette motion sont ceux d'un ami qui voit son ami traité d'une façon injuste et qui veut lui faire rendre justice. Je suis content que M. Marchand ait exposé sa motion avec modération ; elle était tellement juste que lorsque j'ai vu M. Angers se lever j'étais convaincu qu'il allait dire que M. Marchand avait raison. Loïn de là il lui a dit que M. Marchand avait tort. M. Chaboyer ont fléchit de faire croire à la Chambre que le vote qui a été donné hier n'obligeait pas son parti et que le vote sur la motion de M. Mathieu ne valait rien pour le côté de la Chambre. Si tel était le sens de la motion croit-on, M. l'Orateur, que j'aurais laissé passer sans protester. Depuis la confédération, M. l'Orateur, je crois que seul je partage avec M. Deschênes l'honneur d'avoir été censuré par vous mais lui au moins l'on voit dans les votes et délibérations pour quelle raison il a été censuré, et si on l'accuse il peut montrer les registres de la Chambre et se défendre; quant à moi c'est différent, je ne pourrais pas le faire on me demanderait pourquoi j'ai été censuré et je ne pourrais pas le dire ou bien on dira

ÉDUCATION SUPÉRIEURE.
DÉPARTEMENT DES ÉTUDES.
JULIEN BOIS

Le procureur-général lui-même a dit à la Chambre qu'une loi aussi rigoureuse était une tache sur le livre du statut.

L'hon. M. Angers n'aie avoir tenu un pareil langage.

M. Sheehy dit qu'il doit accepter les explications du procureur-général, bien qu'il ait certainement compris qu'il a employé ce langage. L'opposition a été souvent accusée, dernièrement, d'avoir excité l'élément populaire. Il doit aujourd'hui, et tous ses amis peuvent le dire comme lui, qu'ils n'ont jamais convoqué aucune assemblée publique, bien que, dans son opinion, les citoyens de Québec ont bien le droit de se réunir et d'exprimer leurs opinions sur les mesures du gouvernement. Il aurait honte d'acquiescer une popularité qui ne serait pas fondée sur des principes honorables.

Cependant, comme représentant d'une grande division de la ville de Québec, et comme citoyen intéressé dans les progrès de notre industrie et de notre commerce, il croirait manquer à son devoir s'il n'exprimait pas son opinion franchement sur le bill qui est maintenant devant la Chambre.

En 1875, le gouvernement présentait une mesure dont le but était de ratifier le contrat pour la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Outaouais et Occidental, s'étendant depuis l'est profonde à Québec et se reliant à Montréal avec le chemin de fer de la colonisation du Nord. Après avoir entendu parler, pendant 25 années, des avantages qui résulteraient d'une communication par chemin de fer avec l'extrême ouest, et après avoir été témoin de l'impulsion de plusieurs compagnies pour mener ces grands travaux à bonne fin, il a été heureux quand le gouvernement a entrepris ces chemins de fer, car il était certain qu'entre ses mains, il y avait meilleure chance de les voir se construire, et il lui a donné son concours, n'ayant aucune raison de douter de l'exactitude de la déclaration de l'ex-trésorier, qui a dit à la Chambre qu'il avait à sa disposition d'amples ressources pour compléter l'entreprise, qu'il avait fait un

contrat si exact pour la construction de la ligne, que les entrepreneurs n'avaient pas la moindre chance d'obtenir des extras, et qu'il s'attendait à voir abandonner le chemin qu'il avait recouru à la taxe directe.

Tous ses amis de l'opposition, bien qu'ils fussent en faveur des travaux, prétendirent, dans le temps, que le fardeau était trop lourd pour le Procureur et que les chemins de fer ne pourraient être terminés sans avoir recouru à la taxe directe. Il voit aujourd'hui par les nouvelles taxes que vient imposer le trésorier, que l'opposition avait raison. Si le gouvernement avait réalisé le contrat de la compagnie qui était de construire la ligne la plus directe jusqu'à Montréal, on n'aurait pu le blâmer, mais comme plus tard il a changé la ligne à Terrebonne, cela a donné lieu à plusieurs sujets de plaintes et Québec qui contribue au chemin pour presque le quart de ce qu'il coûte, par sa souscription d'un million de piastres, a le droit de voir si ses intérêts n'ont pas été sacrifiés.

Pendant la dernière session, le procureur-général, en réponse à une question qui lui a été faite dans la Chambre, déclara que le gouvernement n'avait pas alors l'intention de dévier de la politique adoptée pendant la session précédente, touchant la ligne déjà localisée, mais il appert, aujourd'hui, par un ordre et Conseil, annexé au rapport des commissaires, sous la date du 27 mars 1877, que la ligne du Bout de l'île avait été abandonnée en faveur de celle à Terrebonne. Il voit aussi, par le rapport de l'ingénieur-en-chef, en date du 14 décembre 1877, que le gouvernement n'était pas décidé sur la ligne à adopter entre Terrebonne et Hochelaga. A en juger par les diverses évaluations incluses dans le rapport, il est évident que le gouvernement avait l'intention de pousser la ligne de Terrebonne à Sainte-Thérèse. Tout cela se passait quelques jours avant la réunion des Chambres, en sorte que ce doit avoir été pendant la vacance qui suivit l'ajournement que le gouvernement adopta finalement la ligne de Terrebonne à Hochelaga, qui est une continuation de la ligne n° 4.

Il demande ce qui peut avoir engagé le gouvernement à choisir la ligne la plus coûteuse, quand l'ingénieur en chef a recommandé formellement l'adoption de la ligne n° 6 ou la ligne n° 5. Nul doute que la cause réelle a été l'influence qu'a exercée sur lui la ville de Montréal. Cette ville, désappointée de l'abandon de la ligne du Bout de l'île, menaçait de combattre le gouvernement. Ce dernier ne pouvait suivre la ligne du Bout de l'île, attendu que les travaux sur l'autre ligne étaient trop avancés, mais pour calmer ses amis de Montréal et sentant que son existence serait mise en péril par la perte de l'appui des montréalais, il a adopté la ligne la plus dispendieuse et doit avoir promis de plus de ne pas construire l'embranchement de Sainte-Thérèse.

D'après l'évaluation des ingénieurs du 14 décembre, la ligne de Terrebonne à Hochelaga coûtera \$519,000, la ligne de Terrebonne à Sainte-Thérèse, connue sous le nom de ligne n° 6, aurait coûté environ \$132,000 et la ligne via Saint-Vincent de Paul jusqu'à Sault-au-Récollet, \$252,000. Il est favorable à la ligne adoptée par le gouvernement jusqu'à Terrebonne, mais il est opposé à la ligne adoptée de Terrebonne à Hochelaga, parce que c'est la plus coûteuse, parce qu'elle réduit la section orientale du chemin à une simple ligne locale, et parce qu'elle n'est pas la route la plus favorable pour le développement du trafic sur toute l'étendue de la ligne entre Québec et Outaouais.

La ligne de Terrebonne à Hochelaga coûtera plus que la balance de la souscription. Elle retardera notre connexion avec Montréal, car il faudra au moins deux ans pour la construire. Ce délai, causera, outre la perte de l'intérêt, une perte dans le trafic du chemin. Pour le meilleur intérêt du chemin, on aurait dû suivre le conseil de M. Stanford Fleming, contenu dans son rapport, c'est-à-dire continuer la ligne de Terrebonne à Sainte-Thérèse.

Dans l'opinion de cet ingénieur éminent c'est la meilleure ligne à adopter. C'est de son bon marché qu'il a causé de la dévotion directe qu'elle nous donnerait avec

l'ouest, outre qu'elle placerait Québec, en très-peu de temps en, communication avec Montréal, par la voie du chemin de fer de Montréal, Outaouais et Occidental, depuis Sainte-Thérèse jusqu'à Hochelaga. M. Light a aussi formellement recommandé cette ligne, mais, dans son rapport, il exprime une préférence pour la ligne No. 5 passant par Saint-Vincent de Paul jusqu'à Sault au Récollet.

Le député de Québec-est pense que, sous les circonstances, elle aurait été une bonne ligne à adopter, parce qu'en attendant qu'un petit embranchement qui n'aurait pas coûté plus de \$30,000, elle nous aurait placés en communication directe avec le Grand-Tronc. Si cette route avait été suivie, la rive Nord aurait été en communication avec le chemin de fer de Montréal, Outaouais et Occidental, et aussi avec les Etats-Unis, par le Grand-Tronc.

Tous les produits qui viennent par le Grand-Tronc, et qui, maintenant, passent par Montréal et par le point Victoria, pour aller jusqu'aux provinces maritimes, seraient, sans aucun doute, à Hochelaga, pour être de là expédiés par eau à leur destination, et tous les produits destinés à Québec seraient venus directement, par voie ferrée, sur la rive Nord, pour être chargés dans notre port.

Il prétend que jamais la Chambre n'a été saisie d'une question aussi sérieuse, non-seulement pour Québec, mais aussi pour toute la partie orientale de la Province. En conséquence, il n'y a rien d'étonnant dans l'attitude déterminée et l'opposition unanime plus par toute la population de cette ville. Le gouvernement ne doit pas se laisser tromper par la douce illusion que toute cette agitation est le résultat d'irrigues fomentées à dessein par les libéraux.

La question des chemins de fer n'est pas une question de parti, c'est une question de vie ou de mort pour cette section de la Province. Il fait mention de ces innovations du harve depuis longtemps projetées et destinées à faire de l'embranchement de notre port un harve sûr partout à tout ce qui existe de ce côté de l'Atlantique, quand elle sera terminée, coûtera un mil-

lion des piastres. Ces améliorations ont été décidées en prévision de cette communication projetée par chemin de fer avec l'extrême ouest. Québec est justifiable de s'alarmer de la politique suivie par le gouvernement en rapport avec le chemin de fer du Nord, et il dit que la ville ne pourra pas ainsi endurer d'être privée de ses avantages naturels. Un coup d'œil sur la carte fera voir les avantages que Québec retirerait de ses améliorations du havre et d'une communication directe avec le grand ouest. Depuis la baie Georgeanne, le long de la rivière Française et la lac Nipissing, sur l'extension projetée du Canada central avec le chemin de fer de Québec, Montréal, Outaouais et Occidental, par la route de Sainte-Thérèse jusqu'à Québec, la distance est moindre de 500 milles, sur une ligne aussi droite que possible jusqu'à Québec, pendant qu'actuellement la route par eau qui suit aujourd'hui les riches produits de l'ouest, suit les lacs Huron, Erie et Ontario, passant à travers un canal long et difficile et à travers la rivière, ce qui fait probablement environ 1200 milles jusqu'à Montréal.

Il prétend que si on rend justice à Québec, notre ville ne pourra manquer d'obtenir une partie de ce commerce qui a enrichi ses voisins, et il entrevoit un avenir prospère pour cette ville ancienne, et au lieu d'être considérée comme un monument de l'antiquité qui a été transplanté de l'Ancien Monde, il espère qu'à une époque prochaine il la verra devenir un marché digne du Canada et de la place qu'elle occupe sur la carte du pays. (Vifs applaudissements.)

Aucun gouvernement ne subsistera qui continuera à résister aux justes réclamations de la section orientale de la Province.

Il dira maintenant quelques mots sur les autres clauses du bill, ayant trait au mode de procédure touchant la perception des subsides votés par les divers municipalités. Il condamne ces clauses qu'il appelle injustes et arbitraires. Elles sont justes en ce sens qu'elles font croire aux étrangers que la ville de Québec ne veut pas remplir ses engagements et elles nuiront à notre crédit à l'é-

tranger. Il sera difficile de faire accepter nos bons municipaux quand on saura que nous sommes à la merci du shérif. La corporation demande, par un nouveau bill, le pouvoir de contracter un nouvel emprunt d'un demi million de piastres pour couvrir ses dettes flottantes. C'est un capitaliste sera-t-il enclin à prendre ces bons, quand le gouvernement a des pouvoirs si illimités sur la corporation. Il énumère les concessions d'un million soustrait par la ville de Québec, comprenant la construction de la gare et des usines au Palais et l'extension de la ligne jusqu'à l'eau profonde, déclarant aussi qu'il est entendu que le gouvernement ne doit demander aucune partie du million; tant que la valeur du terrain au Palais, maintenant occupé par le chemin de fer, n'aura pas été décidée par un arbitrage.

Le commissaire des terres de la Couronne a admis, il y a quelques jours, que toutes les conditions n'étaient pas encore remplies, mais à Québec devrait placer son million à la disposition du gouvernement et se confier à sa sollicitude paternelle. Les ingénieurs disent que 77 pour cent du chemin ont été complétés, mais il ne sait pas si on a complété de la longueur ou de la valeur. D'ont son opinion, on n'a pas encore fait certainement 25 pour cent à Québec, et bien qu'il ne veuille pas contredire le rapport des ingénieurs, il ne croit pas qu'une quantité aussi considérable du travail soit complétée. En conséquence, il est évident que le million sera absorbé avant que Québec obtienne ce qu'il a droit d'obtenir.

Les clauses du bill sont arbitraires dans le sens que, sans avoir marqué à nos engagements, le gouvernement prendra forcément possession de notre million. Le gouvernement a certainement violé une des conditions, celle qui dit qu'aucun bon ne devra être émis à moins que ce soit sur un rapport de l'ingénieur du gouvernement, et approuvé par l'ingénieur de la corporation. Québec aura la consolation de voir son argent passer devant le nez de l'ingénieur de la corporation, et les autres municipalités qui n'ont pas d'ingénieur n'auront pas même cette consolation.

Il est vrai que le gouvernement aura un ingénieur assermenté qui fera l'évaluation et dont la décision sera finale. Mais si le gouvernement avait la chance d'avoir un ingénieur infatigable mais on sait que, les ingénieurs commettent parfois des erreurs dans les évaluations et, pour s'en convaincre, nous n'avons qu'à regarder le rapport des commissaires des chemins de fer, pour voir la contradiction qui y est apparente concernant la meilleure ligne à suivre entre Québec et Montréal. L'un est en faveur de la ligne du Bout de l'île, l'autre en faveur de la ligne de Terrebonne, chacun prétendant que sa ligne particulière coûterait moins cher que l'autre.

Le million sera donc vraisemblablement absorbé dans la conception générale du chemin longtemps avant qu'il soit complété. En conséquence il croit devoir s'opposer à ce bill, parce que la politique des chemins de fer du gouvernement est préjudiciable aux intérêts de la section orientale du chemin et parce que les autres sections du dit bill sont injustes et arbitraires en ce qui regarde Québec.

M. Champaigne dit que ce serait une fausse sécurité de sauver un demi million en perdant le million de piastres de Montréal, ce qui arriverait si on ne remplissait pas les obligations contractées envers cette ville. Il s'agit que les résolutions sont sévères, mais sévères pour ceux qui ne voudraient pas payer. Il conclut que les conditions de Québec ne sont peut-être pas remplies, pas plus que celles de Montréal, mais les résolutions ne disent pas que le gouvernement mettra la loi en force quand bien même il n'aurait pas satisfait à toutes ses obligations. Il prétend que protéger le chemin jusqu'à Sainte-Thérèse, ce serait violer la contrainte passé avec Montréal, qui était pour un chemin devant relier Québec et Montréal, et ce de derrière aurait conséquemment le droit de refuser le paiement de sa souscription.

Il parle de la force brutale dont on a accusé la majorité ministérielle et dit que cette expression ne fait pas honneur à la doctrine libérale concernant la suprématie de la volonté populaire. Cette volonté s'est exprimée aux dernières élections, et ce

n'est pas la faute des ministériels si l'opposition n'est pas plus forte ou si elle a vu plusieurs déserters ses rangs.

M. Turcotte est encore d'opinion que les résolutions sont inopportunes et inconstitutionnelles. S'il comprend bien la question, le gouvernement a rempli l'ancienne compagnie et a pris les obligations et les responsabilités. Pouvait-il s'arroger plus de droits et plus de pouvoir vis-à-vis les municipalités que n'en avait l'ancienne compagnie? Il ne le croit pas, et, dans son opinion, les résolutions sont inconstitutionnelles, parce qu'elles enfreignent la loi commune et donnent au gouvernement un pouvoir illégal.

M. Marchand blâme le gouvernement de s'être départi injustement et inconstitutionnellement des dispositions de l'acte 1875, qui assurait la construction du chemin pour un prix fixé. Il prétend qu'en déviant de la ligne originale, il a ouvert la porte à des dépenses additionnelles, et a, de plus, perdu beaucoup de temps précieux, attendu que le chemin entier, dans son opinion, serait maintenant construit et en opération de Québec à Hull, vint être absorbé aux arrangements, sans les changer, qu'il avait conclus originairement avec les entrepreneurs, arrangements par lesquels la ligne devenait, sous une pénalité, l'œuvre la ligne complète, le 1^{er} décembre dernier.

L'hon. M. Angers défend la ligne de conduite adoptée par le gouvernement comme il l'avait défendue lorsqu'il présentait les résolutions pour la première fois. Il prétend que le 7 janvier dernier, l'opposition s'est déclarée contre l'extension du chemin de Terrebonne à Sainte-Thérèse.

La motion demandant la deuxième lecture est adoptée sur division.

L'hon. M. Angers propose la troisième lecture immédiate de la motion. M. Joy demande de la remettre au lendemain, ce qui est finalement agréé.

Sur la motion de M. Joy, la lecture est ajournée.

Mardi, 19 fév.

L'hon. M. Angers présente un message du lieutenant-gouverneur, transmettant le rapport des commissaires nommés pour réviser, classer et consolider les statuts de la province de Québec.

La Chambre ordonne que ce rapport soit imprimé.

Sur la motion que le bill concernant les chemins de fer soit lu pour la troisième fois, M. Joly dit qu'il ne veut pas rouvrir le débat parce que la petite minorité à laquelle il appartient a fait tout ce qu'elle a pu pour empêcher l'adoption de ces résolutions qui seraient préjudiciables au crédit des municipalités et en même temps à celui de la province de Québec. La

uits est terminée. Il veut cependant établir qu'il n'y a aucune similitude, comme l'a prétendu le procureur général, entre l'action du gouvernement d'Ontario, qui a été citée comme précédent, et celle du gouvernement du Québec, lors de l'adoption de l'acte du gouvernement d'Ontario, ce dernier ayant abandonné la plus grande partie de la dette des différentes municipalités qui avaient souscrit pour les chemins de fer. Pour le reste de la dette, le gouvernement employa des syndicats dirigés d'entraide des chemins de fer, et non pas des syndicats pour le moment. Le procureur général a voulu tourner la Chambre.

l'autre, c'est un syndicat. Il existe une nécessité pour la loi de Québec, mais il ne pouvait y en avoir pour justifier l'acte d'Ontario, puisqu'il avait trait à des travaux qui n'étaient pas alors entrepris.

M. Bellingham soutient qu'il n'y a aucun parallèle entre l'acte d'Ontario et celui de Québec.

L'hon. M. Church dit que les deux actes ont été comparés et qu'ils sont presque identiques.

M. Marchand compare les deux actes et dit qu'il n'y a aucun parallèle à établir.

L'hon. M. Chapleau corrobore les arguments énoncés par le procureur général à l'appui de la mesure.

Le débat est clos par M. Mathieu

qui répond à M. Bachand.
La troisième lecture est votée par
la division suivante :

Pour. — MM. Alieyn, Angers, Baker, Champagne, Chapleau, Charlebois, Church, Deschênes, Duhamel, Dulac, Dupont, Fortin (Gaspé), Fradette, Gauthier, Garneau, Houde (Maskinongé), Houde (Nicole), Kennedy, Lacerte, Lalonde, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Lorange, Lynch, Martin, Mathieu, McGauvran, Pettier, Picard, Price, Robertson, St-Cy, Tailleon, Tarte, Thornton, Verreault, Wurtele. —40.

Contre—MM. Bichand, Bellingham,
Cameron, Chauveau, Daigle, D
Beaujeu, Dumont, Fortin (Montm
gny), Joly, Laberge, Laframbois
Marchand, Mollieur, Pâquet, Préfo
taine, Rinfret dit Malouin, Robe
Shehy, Sylvestre, Turcotte et Wat
—21.

L'hon. M. Church présente ses résolutions concernant les nouvelles taxes sur des transactions commerciales. Il dit qu'elles sont soumises avec le concours du lieutenant-gouverneur en conseil. Il les commente longuement, et termine en proposant que la Chambre se forme en comité des voies et moyens pour les prendre en considération.

Les résolutions passent en comité avec des amendements.

Parlement Provincial

Assemblée Législative

Québec, 20.

L'Orateur prend son siège à 3 hrs

M. CHAPLEAU présente le 14ème rapport du comité des bills privés, déclarant que le bill de la corporation de Québec ne pouvait être pris en considération parce qu'il n'avait pas de préambule.

M. BELLINGHAM demande si Joseph Adolphe Charleau, M. B. B. mentionné dans

Adolphe Chapleau, a. r. f. r., mentionne dans l'acte 36^o Vct., chap. 44, intitulé acte postérieur, l'incorporation de la compagnie du chemin de fer de Colonisation de Montréal des Laurentides avec pouvoir de construire un chemin de fer au village de St. Lin, et mentionne dans la 11^{ème} section du dit acte, comme l'un des directeurs provisoires de la dite compagnie est la même personne que l'honorable Joseph Adolphe Chapleau, membre de cette chambre et Secrétaire provincial; si le chemin de fer des Laurentides mentionné dans la sous-section 3 de la 40^o Vct., chap.

4, comme ayant droit à un subside provincial de \$4,000 par mille pour une longueur n'excédant pas 15 milles est le même chemin de fer que le chemin de fer de coloration et Montréal plus haut mentionné; le gouvernement sait que J. B. Deslon champs, l'entrepreneur qui a contracté pour la construction du chemin de fer de Laurentides a fait le onzième jour de d

cembre 1877 un affidavit dans l'affaire de J. B. Deslongchamps, failli sous l'acte de faillite de 1875 et ses amendements; que dans le dit affidavit il a dit que des \$45.000

3, les cinq pour cent qu'il retient sur les sommes que ces compagnies ont le droit d'avoir en vertu des sections 1 et 2 du dit

M. ANGERS.—Par l'acte 40 Vic. le gouvernement a été autorisé à avancer une somme de \$1,000 par mille sur les parties du chemin qui auraient été achevées. Le gouvernement a retenu 50% qu'il devra rembourser aux compagnies en question, ce montant devant être retenu plus tard sur la balance des subside.

M. JOLY présente une motion demandant que dans l'avenir les vacances pourraient se produire dans le Conseil législatif ne soient pas remplies. Il explique que le gouvernement en acceptant l'amendement de l'hon. député de Richelieu déclarant qu'il n'était pas opportun de changer la constitution maintenant, avait reconnu le principe de la motion qu'il présente aujourd'hui. Il pense que la Chambre comprendra la nécessité d'abolir une branche inutile de la législature, qui coûte de

M. MATHIEU soulève une question d'ordre disant que la chambre ayant déjà donné son opinion sur le sujet, la discus-

M. WURTELE se prononce contre la motion disant que le gouvernement avait le droit d'amender la loi mais que le changement devrait se faire d'une façon constitutionnelle c'est-à-dire avec le concours des trois corps de la législature : Le Lieutenant-Gouverneur en conseil, la Chambre d'Assemblée et le Conseil Législatif. Il pense que la résolution de l'hon. député de Lotbinière portera atteinte à l'acte de l'Amérique britannique du Nord qui fixe vingt-quatre le nombre des conseillers.

Les honn. MM. Angers, Laframbois, Chapeau, MM. Mathieu, Marchand, Tucoffe, Rachand, prennent la parole sur cette question. Leurs arguments ne diffèrent que peu de ceux qui ont été employés lors de la présentation de la motion du député de Chambly pour l'abolition du Conseil Local.

Enfin l'Orateur déclare la motion d'ordre.

Sur motion de M. PREFONTAINE, est décidé que l'honoraire de cent plastrons moins les frais d'impressions payé sur bill pour autoriser la vente de certains meubles par le testament de feu Peter D.

Les bills suivants sont considérés en c

Bill pour amender les actes relatifs aux associations d'assurance mutuelle des briques des diocèses de Québec et des Trois Rivières et des diocèses de Montréal et St. Hyacinthe.—M. Taillon.

Bill pour incorporer la municipalité
rale de la paroisse de Montréal.—M. T.

lon. Bill pour autoriser la compagnie d

moulins à coton de V. Hudon, Hochelaga, à nommer des syndics pour assurer ses v

1- propriétés pour la protection des porteurs
X d'obligations de la dite compagnie et au

SEANCE DU JOUR

La chambre s'est réunie en comité sur les résolutions relatives aux nouvelles taxes. Une erreur qui s'était glissée dans la 3^e résolution est rectifiée: une taxe de 10 cts sera prélevée par cent dollars et non par deux cents dollars. La chambre donne son concours au rapport qui est la première fois.

M. JOLY fait être faite pour sa seconde lecture. M. JOLY propose l'amendement suivant: «Que cette chambre ait d'opinion que si le gouvernement n'a pas encore pris les mesures publiques et pratiques les plus sages nécessaires, l'imposition de nouvelles taxes est inutile.»

M. Joly dit que l'opposition repousse la validité de l'imposition de taxes illégitimes. Sa motion peut être considérée comme un vote de non confiance.

Il est tous les cas le gouvernement ne doit pas s'efforcer, puisqu'il a pour le soutenir la majorité dont il aime à se vanter, dans les rangs de laquelle se trouvent cinq ministres qui s'accrochent volontiers à eux-mêmes des votes de confiance et des futurs ministres, comme le député d'Yamack, dont l'avènement a été annoncé par l'hon. secrétaire provincial lors de l'élection de Drummond et Arthabaska. Il n'hésite pas à dire avec l'hon. trésorier que la perception de la taxe était une mesure de nécessité, mais il se surprend de voir que le gouvernement ne lui ne date que de dix ans en disant qu'il s'agit de la taxe d'excise. Il pense que tous les députés qui font passer l'impôt général avant la question de parti votent en faveur de ce motion.

M. CHURCH pense que le député de Lotbinière valait mieux à tort sur la position financière de la province de Québec. Les dépenses d'administration n'ont pas augmenté, ses revenus sont aussi élevés qu'ils l'étaient lors de l'abolition de la poterie des chemins de fer en un mot le malaise dont on se plaint n'est que passager et il est certain lorsque les grandes entreprises de chemins de fer seront achevées, les dépenses de fer seront accrues.

Il ne considère pas la loi comme trop sévère, car on ne veut qu'elle atteigne le but qu'on se propose. Il faut de toute nécessité qu'elle soit stricte pour que personne ne puisse l'échapper.

M. MARCHAND passe en revue les clauses de la nouvelle loi, il pense que la taxe est élevée beaucoup les intérêts généraux de la province seraient différés. Il annonce énergiquement en faveur de la loi.

M. WILSON dit que l'hon. député de St-Jean n'a pas résolu la question sur son véritable point de vue, il a donné des chiffres qui étaient pas exacts. Tout en regretant que les circonstances aient nécessité l'imposition d'une taxe nouvelle, il doit déclarer que le gouvernement a fait ce qu'il lui devait faire et qu'il ne pouvait autre.

ment rencontrer les dépenses annuées par la construction des chemins de fer. Répondant au député de Lotbinière, il dit qu'il donne son appui au gouvernement. Les amendements proposés servent les intérêts de la Province et il déclare que jamais un portefeuille ne lui a été offert.

M. LAFRANÇOISE s'oppose à l'imposition de la taxe qui tombe dans un moment où le commerce souffre et que toutes les industries sont languissantes, il pense que si le gouvernement avait écouté les protestations des industriels, il ne se serait pas engagé dans la voie de la taxe directe. Le débat est continué par M. Robertson, M. Taitton et M. Thon.

A minuit le vote est pris et l'amendement de M. Joly est perdu sur la division suivante:

Pour: MM. Deveau, Cameron, Verreault, Chauveau, Lafrancoise, Bouchard, Joly, Marchand, Paquet, Robert, Laberge, Lafontaine, Molleur, Stehyn, Bisson, Fortin (Montmorency), Watte, Dumont, Sylvestre, Doyle, Préfontaine, Rinfret.—22.

Contre: MM. Angers, Chapleau, Gagnon, Baker, Robertson, Kennedy, Turcot, Le Fortin (Gaspé), Turcotte, Champagne, Mathieu, Talbot, Lorange, McGavran, Picard, Allison, Dufay, Lacerte, Dupont, Laforest, Fendley, Houde, Chénier, Levesque, Larocelle, Larue, Laval, Gauthier, St. Cyr, Thornton, Lynne, Duhamel, Charlebois, Wintoto, Hovine (Maskinonge), Deschamps, Pellerin, Martin.—30.

La motion pour la seconde lecture des amendements est ensuite adoptée sur la même division.

La chambre s'ajourne à 12.15 h. a.m.

Parlement Provincial.

Assemblée Législative.

Québec, 21.

En prenant son siège, L'ORATEUR fait remarquer qu'il avait un règlement de la Chambre qui avait été en force depuis quelque temps, c'est celui en vertu duquel il n'y a que les anciens membres de la Chambre qui aient le droit d'être admis dans l'enceinte de la salle des délibérations et encore avec le consentement de l'Orateur. Il exprime son espoir que cela ne sera pas oublié cette règle.

M. LAFRANÇOISE attire l'attention de la Chambre sur une motion qui a été faite dans le dernier nombre des votes et des délibérations.

L'ORATEUR dit qu'il prendra les mesures nécessaires pour que la fautive soit corrigée.

M. CHAPLEAU présente le quinzième et dernier rapport du comité des salaires privés.

M. Chapleau présente un état des cadavres saisis dans les comités de Salubrité.

470

470

M. JOLY

M. JOLY

M. JOLY

M. JOLY

et de l'andré, aussi le rapport de l'asile des aliénés de Québec.

M. ALLIEN introduit un bill pour amender la sous section 31. de la section 1 du chap. 75 des statuts révisés du Bas-Canada, en ce qui concerne les limites de la division ou de la cité de Québec.

M. LAFRANÇOISE demande quand le rapport relatif aux salaires de Justice de Montréal qui a demandé depuis quelque temps sera soumis à la Chambre.

M. CHAPLEAU dit qu'il demanderait des ordres immédiatement pour hâter la production de ce rapport.

M. SINDY BELLINGHAM s'étant levé son siège en Chambre déclare qu'il a été informé et qu'il a raison de croire que l'hon. J. A. Chapleau M. P. P. actuel est maintenant secrétaire-provincial et maintenant directeur et président du chemin de fer des Laurentides a été comme directeur de la compagnie en vertu d'une qualification, a donné par J. B. Deslouchamps comme avoue l'affidavit qui précède devant la Chambre.

M. Bellingham demande que le Greffier de la Chambre donne lecture de l'affidavit signé J. B. Deslouchamps.

M. ANGERS—L'hon. député d'Argenteuil demande la lecture de l'affidavit qui précède, il devrait savoir que c'est contre toutes les règles parlementaires. Lorsqu'un député a porté de semblables accusations il les profère lui-même en chambre sous sa propre responsabilité, l'affidavit est accompagné de tous les documents faut-il donc donner lecture de ceux-ci. Dans la déclaration le député d'Argenteuil ne précise rien, qu'il prenne la responsabilité des accusations contenues dans l'affidavit et qu'on pourra les écouter.

M. JOLY demande la lecture de l'affidavit de M. Deslouchamps.

M. CHAPLEAU est surpris que le député de Lotbinière insiste pour obtenir la lecture de l'affidavit s'il n'a rien dit, qu'il est écrit par un banquierier frauduleux auquel on ne peut accorder la moindre confiance, d'après l'affidavit étant pendant que la Chambre n'a pas eu à s'occuper: Attendu surtout que la déclaration qu'il a faite en Chambre pour la publication de l'accusation dans les journaux n'a pas été contredite. L'hon. député peut porter sur sa responsabilité des accusations pour acter contraires à la dignité ou à l'indépendance du parlement mais il ne peut mettre devant la Chambre une accusation qui ne plaide en justice.

M. JOLY est le précédent de l'hon. M. Irvine qui, en 1870, avait fait une semblable déclaration avoir été autorisée dans la Chambre une simple lettre publiée dans un journal et qui n'avait pas du tout le même caractère qu'un affidavit qui rapporte sur la vie d'un homme.

M. ANGERS dit que l'affidavit en question ne pouvait être lu en chambre, car aucun caractère de l'authenticité.

M. JOLY est de nouveau le précédent de l'hon. M. Irvine pour obtenir la lecture du document.

M. CHAPLEAU déclare d'une façon solennelle qu'il met le député d'Argenteuil à défi, qu'il se commettra; et personnellement il s'est rendu coupable de ce dont on l'accuse et s'expose à perdre sa place de son siège et à des poursuites judiciaires, il est prêt à l'attendre.

M. ANGERS souleve une question d'ordre disant que la question de privilège n'ayant pas été portée devant la chambre, comme elle aurait dû l'être, ne paraît être prise en considération.

M. BELLINGHAM insiste pour faire la lecture de l'affidavit qui précède.

M. LORANGER—La chambre ne peut s'opposer à ce que l'hon. député d'Argenteuil parte des accusations contre un député qui se rend coupable d'actes contraires à la dignité et à l'indépendance de la chambre, mais les accusations doivent être faites régulièrement et selon les règles parlementaires. Que le député d'Argenteuil mette les accusations par écrit, déclarant qu'il en assume la responsabilité, et alors on pourrait l'entendre; mais le chapitre ne peut considérer un affidavit qui a un caractère d'authenticité.

M. BELLINGHAM cesse de lire l'affidavit.

Il est de suite rappelé à l'ordre par l'ORATEUR qui, conformément à la question d'ordre soulevée, déclare que la question de privilège n'a pas été portée devant la chambre comme elle devait l'être.

M. JOLY dit qu'il avait engagé il y a un instant l'hon. député d'Argenteuil à lire tout ce qu'il avait dans la poche, mais de ne pas le faire. Après avoir relu attentivement la déclaration il la considère comme entièrement fautive et comme montrant clairement la responsabilité qu'il était prêt à confondre.

M. MATHIEU, quoique le député d'Argenteuil consentait à retirer son affidavit, sa déclaration faite que rédigée, ne pouvait être prise sous considération, parce qu'elle faisait allusion à un affidavit qui ne se trouvait pas devant la chambre.

M. BELLINGHAM consent à estrancher de sa déclaration la partie relative à l'affidavit, la partie relative à l'affidavit, sa déclaration faite que rédigée, ne pouvait être prise sous considération, parce qu'elle faisait allusion à un affidavit qui ne se trouvait pas devant la chambre.

M. ANGERS souleve une question d'ordre disant qu'une question de ce genre ne devrait pas être soumise à un comité spécial, mais au comité de privilège et des élections.

M. JOLY dit que cependant, «faire des Tanneries avait été soumise à un comité spécial.

M. ANGERS—Il y a une grande différence, il ne s'agit pas d'une question de privilège, mais d'une affaire des 7-7-7, mais seulement d'accusations portées contre une administration à la suite d'un échange de termes.

L'ORATEUR demande jusqu'à 11 h. pour rendre sa décision sur la question d'ordre.

formée, il lui est impossible de prendre aucune décision à ce sujet.

M. ROBERT demande si le gouvernement a retenu à même les subsides votés à la compagnie du chemin de fer Montréal, Portland et Bolton, un montant suffisant pour payer le droit de passage, les dommages en résultant ainsi que les frais d'arbitrage, sur certains terrains situés dans le comté de Rouville, et à travers lesquels le dit chemin se trouve à passer; et si non, si c'est l'intention du gouvernement, à l'avenir, de retenir sur les subsides qui pourraient être votés à la dite compagnie un montant suffisant pour rencontrer les dites réclamations des cés propriétaires.

L'honorable M. AMERS lui déclare que le gouvernement a reçu un affidavit portant qu'une partie des droits a été payée et que le gouvernement a en main un montant suffisant pour rencontrer la balance.

M. TAILLON demande si c'est l'intention du gouvernement de présenter une mesure pour régulariser la position officielle des employés de la Législature en les faisant participer aux avantages dont jouissent actuellement leurs collègues du gouvernement.

L'honorable M. AMERS avoue que ce n'est pas l'intention du gouvernement.

Séance du 22 février.

L'orateur prend son siège à trois heures.

M. SHEEHY présente une pétition, signée par plusieurs marchands de cette ville, demandant à former une compagnie pour construire un embranchement de chemin de fer entre Ste-Thérèse et Terrebonne.

M. TAILLON dit que cette pétition tombe dans la catégorie des bills privés et que, par conséquent, elle devra être examinée l'année prochaine, puisque la date fixée pour les bills privés est expirée.

L'ORATEUR fait remarquer que le député de Québec-Est doit faire une motion pour présenter sa pétition.

On lit ensuite une pétition du Rev. M. Jos. Siros, curé du Cap St Ignace, demandant de l'aide pour la construction d'un chemin dans cette paroisse.

M. SHEEHY propose, secondé par M. Chauveau, que la 4^{ème} clause soit suspendue, et que la pétition soumise à la chambre, soit reçue.

L'ORATEUR rejette la motion parce qu'elle n'est pas dans l'ordre puisque les délais pour les pétitions de bills privés sont expirés.

M. TURCOTTE secondé par M. Lacerte, propose que le bill (No. 51) pour exempter de la saisie la moitié des gages de journaliers soit présenté devant cette chambre.

L'ORATEUR fait remarquer qu'une même question ne peut revenir deux fois devant la Chambre pendant la même session.

M. TURCOTTE, secondé par M. Lacerte, propose que l'ordre du jour soit reconsidéré et que le bill (No. 51) soit mis de nouveau sur les prises du jour. Adopté.

M. AMERS propose, secondé par l'hon. M. Baker, qu'il soit permis d'introduire un bill intitulé : Acte pour amender le chapitre 77 des statuts refondus du Bas-Canada, relativement à la cour du banc de la Reine.

L'honorable procureur-général explique l'objet de ce bill en disant qu'à Montréal les cour criminelles et cour d'appel sont surchargées d'ouvrage, et que par suite il en résulte un retard très-préjudiciable.

Les témoins sont sommés pour le commencement du terme; et sont obligés d'attendre 20 à 30 jours avant de comparaître. De là un surcroît de dépenses pour la province.

Dans la cour d'appel 41 cas ont été inscrits, et 20 seulement ont été entendus. C'est pourquoi on propose que la cour d'appel siège d'une manière permanente et que la cour criminelle siège à la province.

Pour cela, il sera nécessaire de nommer un autre juge qui s'occupe spécialement de la cour criminelle. De la sorte on épargnera beaucoup de dépenses à la province.

M. LAFRANÇOIS se retire très satisfait de la mesure de l'honorable procureur-général.

Le bill est lu pour la première fois. La seconde lecture est fixée à demain.

La chambre se forme en comité général sur le bill (No. 38) pour amender et consolider l'acte des licences de Québec et ses amendements, bill présenté par l'honorable M. Baker. Le rapport du comité est remis à un jour ultérieur.

L'honorable M. CHAPLEAU propose la seconde lecture du bill (No. 36) pour amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique. Adopté.

L'honorable secrétaire donnera ses explications lorsque la chambre se formera en comité général pour la considération de ce projet de loi.

L'hon. M. CHIRURGIE secondé par l'hon. M. Angers, propose la seconde lecture du bill (No. 102) concernant le fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec. Adopté.

La Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (No. 55) pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec. Le comité rapporte progressivement.

Il est six heures, et la chambre s'ajourne.

Séance du soir.

À la séance du soir, sur proposition de M. LAROCHE, secondé par M. Chapleau, la chambre se forme en comité général sur le bill (No. 76) pour incorporer la compagnie du transport du nord (The Northern Transportation Company) bill présenté par M. Taillon. Or rapporte le bill sans amendement. Sur motion, le bill est lu pour la troisième fois.

La chambre se forme en comité général sur le bill (No. 61) pour autoriser l'acceptation testamentaire des défunt. Wm. Peiry junior et le curateur à la substitution créent en vertu de certains testaments à changer divers placements maintenant faits.

Le bill est lu pour la troisième fois.

La chambre se forme en comité sur le bill (No. 23) pour autoriser le barreau de la Province de Québec à admettre Michèle E. Quinn à la pratique de la profession d'avocat.

Le bill est lu pour la troisième fois.

Comité de toute la chambre sur le bill (No. 101) pour permettre au

ministre et aux syndics de l'église Saint-André, de Montréal, d'emprunter une somme d'argent et d'hypothéquer à cette fin la propriété de la dite église.

Le projet de loi en question subit la troisième lecture.

Proposé par M. TURCOTTE secondé par M. Fortin que le bill (No. 51) pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers soit lu une deuxième fois.

Le député des Trois-Rivières prétend que le but de son projet de loi est bon, parce qu'il a pour objet de protéger les deux tiers de la population. Ce bill défend les intérêts des journaliers et des marchands en même temps. D'après les termes de la loi actuelle lorsqu'on fait une saisie, on laisse certains effets à la victime savoir : un lit, une table, 6 conteneurs etc., mais lui laisse-t-on quelque chose pour acheter du pain. Comme on l'a vu, le but de la mesure est charitable. L'orateur continue de citer des exemples pour appuyer sa thèse.

M. MOLLEUR ne doute pas que l'intention voulue par ce bill ne soit bonne; mais il ne croit pas que l'objet en soit aussi excellent qu'on le prétend. C'est un mauvais service à rendre au journaliste d'adopter une telle mesure.

M. MATHIEU a toujours pensé que le député des Trois-Rivières n'était pas sérieux lorsqu'il a soumis cette mesure; mais puisqu'il en est autrement, c'est une calamité pour la province. Ce projet de loi aura des effets désastreux. Le principe de cette loi est qu'un journaliste se nourrit au dépens d'autrui. Supposons un homme qui gagne 50 piastres par mois et qu'il ait un crédit ouvert chez un marchand. Eh bien ! ce journaliste pourra bien se dire, Dépensons donc; il me restera toujours 25 dollars à la fin du mois. On voit de suite les tristes conséquences qu'enrainerait cette loi.

M. MATHIEU propose un amendement, secondé par M. Cham pagne que le bill ne soit pas lu à maintes reprises, mais qu'il soit lu dans 3 mois.

M. PREFONTAINE se prononce en faveur du bill.

Il me semble tout naturel que dans les grands centres on devrait nommer moins de juge et en nommer un plus grand nombre dans des pays éloignés, ayant une grande étendue ou, plutôt, qu'a-t-on fait pour Manitoba et la Colombie Anglaise ? On les a entourés de tous les regards possibles ; on a fait de ces deux considérations argent pour des fins de colonisation, chemins de fer, etc. et, tout pourtant que sont ces deux provinces auprès de la Gaspésie ? Cette dernière ne l'emporte-t-elle pas sous tous les rapports ? Je me contenterai de parler des exportations pour prouver ce que je viens d'avancer. Les exportations de la Colombie Anglaise et de Manitoba

20 00
2110 00

suivant les rapports officiels ne valent pas celles de la Gaspésie.

Lorsqu'on a établi le système de décentralisation, on disait que cette partie du pays était négligée. C'était la vérité. Nous n'avions aucune voie de communication et le service

no l'ai se f'aisait d'une manière déplorable, ou plutôt ce service n'existait pas du tout. Il était temps que l'on vint à cela; un regard bienveillant sur ce district; car s'en était fait de la Gaspésie qui avait déjà fait des dimanches pour s'annexer à la Nouvelle-Ecosse, pays habité par des Anglais en partie. La Gaspésie allait donc perdre sa nationalité, lorsqu'on se décida à prêter l'oreille à nos mandes réitérés.

La Gaspésie est un pays riche et les deux sources de sa richesse sont: les pêcheries et les forêts. Quant aux forêts, tout le monde admet qu'elles ne s'y trouvent en un revenu considérable, mais plusieurs ignorent ou semblent ignorer l'importance de nos pêcheries qui sont pour les deux tiers d'une des pêcheries de la Province. Je citerai l'opinion donnée par un tribun du comté de St. John, l'impartial et le plus impartial sur les pêcheries. Un étranger dit que le loyer de la pêche dans la Gaspésie, c'est-à-dire le droit de jeter une ligne à l'eau, valait \$500,000 par un an.

Si les navires de la Norvège sillonnent aujourd'hui toutes les mers, à quoi le doit-elle? A ses pêcheries. Si la Hollande a été puissante un jour, elle le devait à ses pêcheries. Des qu'elle a cessé de pêcher, son industrie, elle a commencé à décliner et à perdre de son importance comme peuple. Venons-en maintenant à la mère-patrie, à l'Angleterre. Si elle occupait un rang aussi élevé dans le conseil des nations, ne le doit-elle pas à sa marine et à ses pêcheries, surtout à celles qui se font sur les bords de Terre-Neuve? Eh bien! le Canada, lui aussi, s'il veut devenir grand, il ne le sera que par sa marine et ses pêcheries; et les produits de ses pêcheries ne sera considérable qu'en autant qu'il protégera la Gaspésie.

On a souvent soulevé cette objection: « Pourquoi favoriser la Gaspésie? C'est un pays de montagnes. Oui, nous avons des montagnes, mais n'oublions pas ce que les Français disaient: Les montagnes de la Gaspésie sont des montagnes de terre, et c'est le cas; car le sol sur ces montagnes est aussi riche que dans la vallée. Du reste l'élevation des montagnes de la Gaspésie, au-dessus du niveau de la mer, est la moindre que celle du sol dans la province d'Ontario au-dessus du même niveau.

Je vais, à présent, vous faire l'histoire de l'administration de la justice dans la Gaspésie, je dois prévenir cette chambre que ce n'est pas un sentiment de haine qui me fait agir ainsi, non car je respecte la justice et ceux qui la représentent. Mon but est de montrer jusqu'à quel point nous avons eu à souffrir de la part des juges chargés de l'administration de la loi dans cette partie du pays. Avant 1858, deux juges résidaient à Percé. Depuis cette époque, on n'en a plus vu. La mesure de décentralisation statuant que la résidence du juge serait au chef-lieu du comté. Eh bien! l'un nommé pour la Gaspésie, toujours résidé à Bonaventure, et cela pendant 10 années, à l'expiration desquelles il mourut. Un autre juge le remplaça, on ne le vit pas plus à Gaspésie que son prédécesseur. Lorsque j'étais membre au Parlement Fédéral, j'ai fait tout mon possible auprès du gouvernement, pour que le juge irait fixer sa résidence à Gaspésie. J'ai réussi à obtenir d'Ottawa que le juge recevrait l'instruction d'aller résider à Percé, mais son honneur n'y est pas allé. Il y a eu changement de gouvernement, et ce dernier nous avait fait de magnifiques promesses. Nous nous disions: enfin on va s'occuper de nous. Mais voilà qu'un jour on nous apprend que notre juge est pris à la retraite. Pourtant je puis vous affirmer que ce juge, dans la force de l'âge, aurait pu s'occuper pendant 20 à 25 ans. On en nomme un autre, un homme fort et robuste. Nous l'attendons de

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du 23.

A la séance de l'après-midi, l'honorable M. CHAPLEAU, propose d'introduire un acte pour amender les actes concernant la réclusion des aliénés.

Sur motion de l'honorable M. ANGERS, secondé par l'honorable M. CHAPLEAU, la chambre se forme en comité général pour examiner les résolutions suivantes, résolutions auxquelles son Excellence le Lieutenant-gouverneur a donné son assentiment:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, aux compagnies suivantes, savoir:

La compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennebéc;
La compagnie du chemin de fer de Québec, "Quebec Central Railway Company," et
La compagnie du chemin de fer International de St.-François et Mégantic.

A même la balance de leur solde, de une avance de \$1000 par chaque mille de chemin qu'ils compléteront, pourvu qu'il reste toujours mille piastres par mille sur la partie non construite de leurs chemins.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil assaut que la compagnie du chemin de fer de la Vallée des rivières Missisquoi et Noie, aura mis la partie inachevée de son chemin, en bon état d'exploitation, et ce à sa satisfaction, pourra lui avancer, en acompte de son subside, une somme de \$1300 par chaque mille de chemin, ainsi complété en sus de la somme de \$2500 par mille qu'elle a actuellement droit de recevoir et en partie déjà reçue, et, à même la balance entière du subside à elle accordé pour toute autre partie de son chemin qu'elle peut compléter à l'avenir, une autre somme calculée à un montant tel et de telle manière que, avance faite, il reste encore à lui être payé pas moins de \$1000 par mille sur cette partie de son chemin complété ci-après; et pourra que, dans aucun cas, pas de \$4000 ne soient payées par chaque mille de chemin complété.

Le Procureur-général donne alors quelques explications sur les différentes causes de ces expulsions.

Le comité fait rapport avec amendements et les résolutions sont adoptées.

Lundi, on présentera un bill basé sur ces résolutions.

L'honorable M. BAKER, secondé par l'honorable M. CHAPLEAU, propose la troisième lecture du bill (no 88) pour amender de nouveau l'acte d'agriculture relative des travaux publics (32 Vict. ch. 15) et les actes qui l'amendent.

Après un court débat, le bill subit sa troisième lecture.

L'honorable M. RORTON continue la discussion commencée sur le bill pour amender la loi relative à la cour supérieure. Depuis plusieurs années, dit-il, le comté de Gaspé par l'entremise de ses représentants, a voté des sommes considérables d'argent pour des travaux publics; tels que chemins de fer et voies de communication et cela pour toutes les parties du pays. Nous croyions être remboursés plus tard, mais nous avons été trompés.

Nous avions donc la protection du gouvernement vu la richesse du district et l'augmentation de notre population; je dis l'augmentation de notre population. Est-ce dans les grands centres ou la population augmente le plus? Non, les grands centres, au lieu d'augmenter, se dépeuplent. Dans les villes ou villages considérables, la main-d'œuvre vient à manquer à cause de la grande population qui les habite. Alors on est obligé de partir pour fuir la misère et d'aller se réfugier dans les parties éloignées du pays, là où il y a moins d'habitants. On vient s'établir dans un pays où l'on pourra gagner son pain. On vient se loger dans la Gaspésie. De l'augmentation de population. Les ressources d'un pays sont encore une cause de l'augmentation de population, et c'est le cas pour la Gaspésie. Sa richesse attire un grand nombre de personnes qui ne peuvent vivre ailleurs.

Je ne veux pas blâmer le gouvernement pour les sommes considérables qu'il dépense pour les fins d'immigration, mais je voudrais que l'on fit aux habitants de la Gaspésie,

ce que l'on fait aux autres. En effet, que n'a-t-on pas fait pour les Mennonites et les Islandais ? Quelles sommes sont sorties du coffre public pour encourager ces nations étrangères ? C'est un but louable que de travailler pour les émigrés, mais les canadiens avant tout. Je demande que l'on fasse seulement pour les habitants de la Gaspésie un dixième de ce que l'on fait pour les étrangers.

Je vais vous parler encore de la population de Gaspé. Dans trois ans, cette population a augmenté de 3,000 âmes. Si nous jetons maintenant un coup d'œil sur le beau comté de Rimouski, on verra que c'est un pays de grandes ressources, que son étendue est très-considérable et que le chiffre de sa population est plus élevé que celui de l'île du Prince-Édouard. Ce grand comté pourrait avoir un gouvernement à lui seul.

Québec pouvait communiquer avec toutes les autres parties du pays par ses navires et par la grande voie ferrée, le Grand Tronc, et cependant on lui a encore donné le chemin de fer du Nord. Trois rivières pouvaient communiquer avec toutes les autres parties du pays par ses bateaux à vapeur ; mais ce n'était pas assez, un embranchement de chemin de fer a dû être construit pour faciliter ces moyens de communication pendant la saison de l'hiver. Montréal pouvait aussi communiquer avec toutes les autres parties du pays par le Grand-Tronc et ses nombreux bateaux à vapeur ; mais il lui a fallu le chemin de fer du Nord, celui de Colonisation du Nord et celui d'Ottawa et dans quelques années le Pacifique. Cependant ces villes ne sont jamais contentes. Nous qui avons toujours vu des sommes considérables d'argent pour des travaux qui ne nous concernaient pas du tout, et qui n'avons jamais rien reçu, pensez-vous que nous n'ayons pas droit d'être mécontents et de faire entendre nos plaintes devant cette chambre.

Vous avez, dira-t-on, le chemin de la Baie des Chaleurs. Oui, c'est vrai, mais on s'efforce de lui donner subside. On en veut à la Gaspésie et on ne lui donne jamais rien. On a dit que le tracé de ce chemin avait été mal fait. Eh bien, quoique je ne sois pas un des directeurs de cette voie ferrée, je puis dire que d'après l'étude que j'en ai faite, le tracé a été très bien exécuté.

Le gouvernement devrait prendre en considération les difficultés de communication dans la Gaspésie, ses ressources dans les pêcheries qu'il soutient, et enfin l'augmentation de sa population.

On a souvent parlé de la misère qui a régné quelques fois dans ce lieu. Malheureusement, la chose est arrivée assez souvent. Mais à quoi est due cette misère ? Elle a pour cause l'industrialisme *chanceuse* de la pêche. Comme la pêche est la principale ressource de la Gaspésie, si elle vient à manquer, il en résulte une grande gêne dans les affaires. C'est absolument la même chose qu'un cultivateur qui compte sur sa récolte pour rencontrer ses obligations. Si la récolte manque, tout se fait un pour lui il se trouve dans l'embarras. Il en est de même de la pêche pour nos habitants de la Gaspésie.

Je termine en remerciant la chambre de la bienveillante attention qu'elle a daigné me prêter, et j'ai l'espoir que le gouvernement voudra bien retirer la mesure qui vient d'être présentée, mesure trop injuste et trop préjudiciable aux habitants du comté que l'honneur de représenter. (appl.)

L'honorable M. ANGERS répliqua à l'honorable M. Fortin comme suit : Je remercie beaucoup le représentant de Gaspé des remarques qu'il vient de faire sur les richesses et les ressources des comtés de Gaspé et de Bonaventure. S'il faut l'en croire, la Gaspésie est un pays de cocagne, un pays où l'on ne manque de rien et où les habitants semblent faire revivre la vie des patriarches. Mais il a oublié de dire

que chaque année le gouvernement a envoyé de l'argent et des provisions dans cette contrée pour secourir de pauvres malheureux qui manquaient de tout. Si je fais cette déclaration, ce n'est pas sous forme de reproche, mais c'est pour faire comprendre à l'honorable député que le gouvernement n'a pas négligé la Gaspésie, comme il a prétendu le dire. Au contraire, le gouvernement s'est toujours montré généreux ; il a toujours eu la main ouverte au malheur.

Je concède à l'honorable député que la Gaspésie est un pays de ressources et qu'elle a fait des progrès rapides depuis quelques années. Ses voies de communication ont augmenté et le service postal se fait régulièrement. A qui la Gaspésie doit-elle son développement ? A son honnorable représentant, M. Fortin qui a tant fait pour l'avancement de cette contrée.

Il y a vingt ans la Gaspésie n'avait pas l'aspect qu'elle a aujourd'hui. Les communications étaient pour ainsi dire impossibles, on du moins s'effectuait avec la plus grande difficulté. Pour se transporter d'un lieu à l'autre, il fallait un temps considérable. Après avoir étudié la question de communications et constaté les détails apportés dans l'administration de la justice, le gouvernement a cru nécessaire de nommer deux juges, l'un pour Bonaventure et l'autre pour Gaspé. Mais maintenant les choses sont bien différentes. Les voies de communications sont devenues nombreuses et faciles. Par conséquent un seul juge suffit. Ne trouve-t-on pas dans les autres parties de la province des distances aussi considérables à franchir que dans la Gaspésie ? Par exemple, le district de Rimouski où il n'y a ni pont, ni page, et pourtant l'étendue du district peut bien dépasser la comparaison avec celui de Gaspé.

On a dit de plus que la justice était mal administrée. Et c'est la faute du gouvernement local ? La nomination des juges n'appartient-elle pas au gouvernement d'Ottawa ? Si les juges ne font pas leur devoir n'est-ce pas à Ottawa qu'il faut s'adresser ? Je

dirai ceci : si la justice a été mal administrée dans la Gaspésie, c'est parce qu'il y avait deux juges ; car, règle générale, plus il y a d'employés, moins il se fait de besogne. Tel a été le cas pour la Gaspésie. Les juges complaient l'un sur l'autre.

On ne dira pas que c'est la trop somme d'ouvrage qui a été cause de la mauvaise administration de la justice ; car, l'année dernière, dans la cour de circuit de Gaspé, on a remarqué trois causes par défaut et six causes contestées ; dans la cour supérieure, six causes en tout, dont deux par défaut et quatre contestées. Dans le comté de Bonaventure, on comptait dans la cour de circuit, une cause par défaut et une contestée ; dans la cour supérieure, deux causes par défaut. On voit de la besogne pour deux juges !

Quant à la résidence du juge dans le comté de Gaspé, je m'en suis moi-même occupé. J'ai écrit à Ottawa, mais je n'ai jamais reçu de réponse satisfaisante.

En terminant, je dois donc conclure qu'il est préférable de donner un juge là où sa présence est la plus nécessaire, et que se propose le gouvernement en soumettant à la mesure à la chambre. L'objet de la mesure est de donner un juge à Montréal où des causes très-importantes ne peuvent être réglées qu'à très peu de temps considérables, parce que les juges sont surchargés d'ouvrage. De la résulte un délai très-préjudiciable aux intéressés. C'est pour remédier à ce mal que je présente ce bill. J'espère que la chambre, après ces quelques considérations, ne fera aucune difficulté de l'adopter.

La motion de l'hon. M. Angers est adoptée sur division.

La chambre se forme en comité général sur le bill de l'honorable M. Chapleau pour amender la loi relative à l'administration publique. A 5 heures, le comité se lève et rapporte le bill avec plusieurs amendements.

La chambre s'ajourne jusqu'à lundi, à 11 heures.

150 00
150 00
150 00
150 00
150 00

Hatley, Stanstead.....
 Claremontville, Missisquoi.....
 Clarendon, Pontiac.....
 Clarendon, Compton.....
 Claremont, Compton.....

Assemblée Législative.

L'Orateur prend son siège à 11 heures.
Le bill du conseil législatif pour rendre
valides certaines ventes de biens mobiliers
est lu une seconde fois.
M. LAFFRAMBOISE demande s'il sera
fait prochainement quelque chose dans le
sens de la compagnie du chemin de
fer du Sud-Est à continuer son chemin de
depuis Acton à Waterloo, ou au moins pour
la forcer à poser les lisses depuis Acton à
Waterloo.

M. PREFONTAINE fait motion pour obtenir les renseignements suivants :

20. Les noms des personnes qui ont soumissionné et les noms et désignation des sociétés commerciales ou à fonds social.

40. Les noms des personnes offertes comme caution des dits soumissionnaires

M. BELLINGHAM—Quel est le nom de cet ingénieur?

M. PREFONTAINE espère que le gou-

M. ANGERS.—Si le gouvernement a le
renseignement à temps il n'a aucune ob-

M. BACHAND.—S'il y a des délais ils viennent de la part du gouvernement, ce

tées. Il ne pense pas qu'il soit raisonnable de laisser la chambre soit prorogée avant d'avo-

M. CHURCH dit qu'il lui avait été impos-
sible de faire son exposé financier avant

...soumissions et il ne peut le faire raison-

M. MARCHAND.—La chambre a droit d'avis, mais elle n'a pas le droit d'initiative avant de se séparer à avoir des informations.

précises, et puisque les contrats ne peuvent être accordés sans son assentiment, ils doivent lui être soumis de suite.

LEGISLATURE PROVINCIALE.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du 26 février 1878.

L'honorable prend le fauteuil à 2 05 heures.

L'honorable M. ANGERS, second par l'honorable M. Baker, propose la réception du rapport du comité de toute la chambre sur les résolutions relatives à certains chemins de fer. Adopté.

Ces résolutions sont lues pour la première fois.

Sur motion de la deuxième lecture, M. Joly propose en amendement secondé par M. Bachand, que ces résolutions ne soient pas lues une seconde fois; mais que la chambre, tout en maintenant l'importance de ces voies ferrées, déclare qu'il n'est pas opportun d'accorder un nouveau subside à ces trois lignes de chemin de fer, vu le triste état des finances de la Province. Le député de Lotbinière donne de longs détails à l'appui de son amendement et il fait, en terminant, une charge contre la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec.

L'honorable M. ANGERS, l'honorable député de Lotbinière a déclaré qu'il s'opposait à un nouveau subside à ces lignes ferrées. Ce monsieur donne pour motif de son refus le mauvais état des affaires dans la province; et cela est dû à la politique que le gouvernement a adoptée à propos du chemin de fer du Nord.

Dans la première partie de ses remarques, le représentant de Lotbinière a dit que ce que le gouvernement donnerait aux compagnies, serait un nouvel écri. Ce n'est pas le cas; c'est un secours temporaire. Après avoir exécuté une certaine partie des travaux, les compagnies se seraient trouvées dans l'impossibilité de continuer ces entreprises, à cause de nombreuses dettes contractées par les lignes compromises, si le gouvernement n'en avait accordé un subside de \$1,000,000 pour les tirer d'embarras. Or, comme l'Interpella que lui a fait faire 18 milles de

chemin au moyen de ces octrois. Aurait-on pu continuer ces travaux sans la conduite bienveillante de la Province? Non, l'entreprise aurait échoué. On voit de suite la conduite sage tenue par le conseil dans cette affaire. La chose frappe de lui-même ceux de ceux qui n'ont aucun intérêt à la tenir fermée.

La triste position du chemin de Lévis et Kennébec, a dit le chef de l'opposition, a été faite par le gouvernement. Ce n'est toujours pas le gouvernement local, mais un autre gouvernement qui a tout fait pour faire tomber cette voie en ruines. Si ce chemin est venu pris de succomber, c'est dû à un autre gouvernement qui a tenté de faire vendre tout le matériel roulant en place sans sign de la compagnie, de faire enlever même les lisses posées sur la voie.

Migré ces entraves, la compagnie a toujours continué ses opérations; elle s'est montrée courageuse à l'égard du danger, et la circulation de trains n'a jamais été interrompue. Il semble que les lignes donneraient suffisamment pour faire comprendre l'importance de ces résolutions.

M. LAROCHELLE relève certaines assertions du chef de l'opposition. Le député de Lotbinière a accusé la compagnie du chemin de Lévis et Kennébec d'avoir manqué à ses engagements. C'est tout le contraire, la compagnie a rempli ses obligations. C'est M. Reid qui a fait un vindeux suivant l'expression du député de Lotbinière. Les transactions n'ont pas été entachées par la compagnie, mais par M. Reid.

On a dit que la compagnie avait trompé les capitalistes anglais. Et moi, je voudrais bien savoir, la compagnie a-t-elle trompé ces capitalistes. Nous avions promis des débetures pour le montant de £300,000, pour la construction du chemin qui devait se diviser en trois parties distinctes. Or, maintenant, tous des débetures était versé aussi en trois parties égales: £100,000 chacune; c'est-à-dire, plus à la construction de chacune des trois sections du chemin de fer.

La première série des débetures lui a été remise avant les conditions. Après cette première émission, la compagnie a eu vu à un certain degré, ce dernier devait fournir les fonds nécessaires pour construire la seconde partie du chemin, et la compagnie l'a bien remise de la seconde série des débetures, lesquelles ne devaient être émises qu'après que quarante cinq milles du chemin seraient terminés et ce, suivant les stipulations de la loi de 1872-74.

Ces quarante cinq milles n'étaient pas encore parachevés que M. Reid lui-même pria la compagnie de demander la passation d'une loi l'autorisant à émettre la 3e série de débetures, à condition que toutes les rails nécessaires pour le parachevement de la ligne fussent fournies ainsi que les attaches, (fastenings) « bolts », « spikes » etc. Sur la foi des promesses de M. Reid, la compagnie obtint de la législature ce que ce Monsieur demandait, et la balance des débetures de la compagnie fut remise entre les mains de M. Reid. La chambre sait combien la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec était désastreuse, comme elle ne l'a jamais été depuis, de construire cette voie ferrée, coûte que coûte, même aux prix de sacrifices égaux envers le fournisseur. Mais voici le moment où commence et se termine dont a bien voulu parler le chef de l'opposition. Une fois que M. Reid eut entre ses mains toutes les débetures de la compagnie, celle-ci avec raison crut que ce monsieur remplirait ses engagements, et qu'il fournirait, tel qu'il en était convenu, tous les matériaux nécessaires au parachevement de la voie. Mais tout le contraire est venu. C'est la compagnie qui se vit, contrairement à ses plus chères espérances, indignement trompée par celui en qui elle avait mis toute sa confiance, et point qu'elle lui avait transmis toutes ses débetures.

M. MARCHAND demande à l'honorable Secrétaire-provinciale de vouloir bien faire l'impression d'un dresse relativement aux licences des limites de bois.

L'honorable M. CHAPLEAU n'a aucune objection à faire imprimer le document en question.

M. TARTE continue les débats suscités par l'amendement-Joly, en citant un article de *Franklin's Canadian* écrit par le député de St-Jean, dans lequel il est dit que le gouvernement devrait prendre à sa charge le chemin de fer du nord, que ça serait la meilleure chose à faire dans les circonstances. Le député de Bonaventure fit cette citation pour prouver que le parti libéral marche de contraction en contradiction.

M. MARCHAND s'efforce d'expliquer la ligne de conduite qu'il a suivie en 1875; mais ses efforts n'ont pas été couronnés de succès. M. MOLLEUR cite le mot vétéran vingt fois et cite encore que les affaires du Secrétaire-Treasurer sont dans un bien mauvais état. Il dit de plus, que les bonnes aventures sont bonnes ou mauvaises, que cette tâche ne doit pas être imposée et que la position embarrassante est embarrassée.

M. FRADET excuse le gouvernement des mesures rigoureuses auxquelles il a recourus dans la situation présente, en disant que le gouvernement avait pris en mains l'exécution des travaux sur le chemin de fer du Nord et qu'il devait en conséquence tout faire pour obtenir son but. Nous payons bien des taxes dit-il, pour les usages d'acier qui sont vendues le long du Pacifique, sans que nous n'en retirions aucun profit. Pourquoi donc refuser de coopérer à cette grande entreprise nationale qui doit apporter tant de bien à la Province.

L'hon. M. ROBERTSON, dit que le gouvernement par ces résolutions n'entraîne pas la province dans de nombreux sacrifices et qu'il ne faisait que remplir ses engagements antérieurs.

M. SAWYER partage l'avis de l'hon. M. Robertson et affirme que les compagnies de chemins de fer en question ne peuvent continuer leurs travaux sans l'aide du gouvernement.

M. O'GLIVIE parle de la contradiction que l'on remarque dans la conduite des membres de l'opposition ; contradiction qui devient manifeste si l'on fait attention à leur manière d'agir en 1875 et à celle suivie aujourd'hui. Alors on devait construire le chemin de fer du Nord à tout prix et aujourd'hui on proclame que le gouvernement en se chargeant de ces travaux conduit le pays à la ruine.

M. MATHIEU démontre que par l'acceptation de cette entreprise du chemin de fer aux frais de la Province, le gouvernement n'a pas coûté le pays à la banqueroute, et que les avantages que procurera cette ligne, compenseront amplement les légers sacrifices que les municipalités intéressées et la Province sont obligées de s'imposer. Le représentant termine en défendant avec vigueur celui qui est maintenant chargé de l'administration de la voie ferrée Lévis et Kennébec. M. Sénécal contre lequel on a formulé tant de fausses accusations.

Après quelques remarques de M. Marchand.

L'honorable M. CHURCH dit à ce député de modérer ses craintes, l'assurant que le pays n'était pas dans une situation financière aussi critique qu'il le pense et qu'il est encore loin de la ruine que l'on croit imminente.

M. DUPONT. — Un homme remarquable qui avait fait une étude approfondie du monde disait : Il n'y a plus rien de nouveau dans le monde ; l'histoire se répète. On ne peut donc pas attendre depuis le commencement, Le dois dire avec cette humilité que je mets à l'avant, comme homme éminent ; Il n'y a rien de nouveau dans cette chambre, l'histoire se répète, témoin : les différentes motions de non confiance que nous avons votées, la même situation. Il est presque impossible au gouvernement de satisfaire à toutes les exigences des partis intéressés. Mais le gouvernement a suivi une conduite sage en adoptant cette politique de chemins de fer. On ne peut dire qu'il ait été grand qu'il ait facilité la construction des voies ferrées. Il fait voir ensuite les avan-

tages que le chemin de fer de Joncton au Lac Champlain au St. Laurent devra procurer à cette partie de la Province. Il parle aussi du grand développement qu'a pris Montréal et Sherbrooke par suite de la construction des voies ferrées.

Mais les membres de la gauche ne sont pas responsables de ces progrès; ils ne le veulent pas. Tant mieux. Le gouvernement en est seul responsable. Toutes les menées de l'opposition n'ont pour but que de ruiner notre héritif et de soulever les préjugés populaires. C'est triste de constater que le parti libéral fait tout en son pouvoir pour mépriser la province, tandis que la presse entière même étrangère loue le gouvernement d'avoir adopté cette politique de chemins de fer.

M. TALMON. — Il est évident que nous nous entendons pas avec l'opposition et que tout espoir de conciliation est perdu. Pour prouver maintenant quel point ce parti se contredit dans cette question du chemin de fer du Nord, je permets tout d'abord de vous lire un article de l'*Économiste* de 1875, l'organe du parti libéral en cette province. Dans cet article il est dit que le seul moyen de résoudre la solution était que le gouvernement devait se charger de cette entreprise. Ainsi nous voyons quelle était la position prise par le parti libéral à cette époque.

Non seulement, M. Reid ne fit pas droit aux justes réclamations de la compagnie qui lui demanda instamment de remplir ses promesses, mais il eut en outre l'audace inqualifiable de presser la compagnie de la rembourser de ses avances pour les débentures, en sûreté collatérale, qu'il avait en main pour les fins qu'il m'avait mentionnées précédemment.

Je vous le demande, sincèrement M. l'Orateur, où est le fraudeur ? On l'est le manque aux engagements pris de bonne foi ? Peut-on après avoir exposé des faits, prétendre que l'on a fait l'hon. chef de l'opposition que la compagnie a été frauduleuse ment et de manière à ruiner sur le marché monétaire anglais, le créancier des compagnies des chemins de fer de cette province. Est-ce la compagnie du chemin de fer de Lévis & Keegan qui mérite le blâme dans cette affaire.

Non, assurément et ce que je viens de dire le prouve d'une manière évidente. Dans ce que j'ai dit pour la défense de la compagnie à laquelle j'ai été identifié, je n'ai nullement voulu faire allusion au fait qu'il ne s'était jamais rencontré des cas de fraude de la part de certaines personnes en cette province. Je sais, M. l'orateur, que des personnes ont fraudé d'une manière gigantesque quelques capitalistes anglais trop crédules.

Je suis heureux de voir que ces personnes ne siègent pas sur les bancs du trésor, dans cette chambre. Pourtant, je ne sache pas que l'opposition en cette chambre ait dit que les bons de la Puissance soient dépréciés sur les marchés, du fait que les bancs du trésor dans un autre gouvernement sont occupés par une personne qui a eu quelque chose à faire avec ces fraudes mémorables. (Applaudissements.)

La compagnie n'a jamais voulu agir de fraude ; elle a toujours eu la bonne foi pour guide. Il cite des documents à cet effet. La compagnie n'a plus voulu du prétendu aide de M. Reid, parce que ce dernier, comme capitaliste et prêteur, voulait avoir le contrôle sur le chemin. Était-il juste que la compagnie fut gérée ou conduite par des capitalistes anglais, des capitalistes étrangers, qui ont refusé d'accomplir leurs promesses.

En 1876, on fit une excursion splendide à laquelle prirent part plusieurs membres de cette chambre et autres personnes haut placées. Des discours furent prononcés, et les félicitations furent données à la compagnie de immenses progrès qu'elle avait faits avec le peu de ressources mises à sa disposition. Mais qu'arriva-t-il trois jours après? M. Reid déclarait que sa dette totale s'élevait à 100 millions, à la frontière américaine, à un temps rapproché, il refuserait d'apporter les fonds nécessaires, et le Canada donc ses obligations, et tout ce qui lui apparten par ses lettres datées du 21 oct. 1874 et du 17 décembre 1875. Mais Monsieur Reid qui est un *unbeliever*.

On a prétendu aussi que la compagnie n'avait plus de matériel ro-

lant. Ceci est faux. On a seulement enlevé cinq chars à la compagnie, voilà tout. Ces chars avaient été achetés, conditionnellement. Nous comptons sur M. Reid, mais ce dernier nous faisait attendre pour le paiement de ce matériel, et à la fin il négligea ou ne voulut pas satisfaire nos justes réclamations.

On a aussi parlé du loyer de ce chemin. On a dit que le contrôle de cette voie se trouvait entre les mains d'un homme insolvable et incapable de répondre à l'attente publique. Eh bien, cet homme est un homme capable de faire face à ses affaires et en état de faire progresser cette grande entreprise. Il lit ensuite les conditions du loyer.

M. Reid avait toutes les débentures de la Cie entre ses mains. N'était-ce pas plus juste de donner le contrat à M. Sénécal qui nous a porté toutes les garanties possibles. Ce contrat aura pour effet de faire continuer les travaux avec vigueur de puis Lévis à eau profonde jusqu'à la frontière américaine.

On a encore avancé que la compagnie aurait dû payer l'intérêt de l'argent fourni par les capitalistes anglais. Elle aurait dû payer l'intérêt; mais elle se trouvait dans l'impossibilité de le faire. On lui avait enlevé tous les moyens de rencontrer ses engagements. L'ar son contrat passé avec M. Sénécal, la compagnie sera bientôt en état de satisfaire les capitalistes anglais. La compagnie n'a donc pas agi par fraude. (Applaudissements.)

L'honorable M. CHAPLEAU dit que le pamphlet auquel le chef de l'opposition a recours est un pamphlet seulement écrit, faux et calomnieux. Ce document a déjà été condamné comme faux par les hauts tribunaux, par des Cours Supérieures. Voilà pourquoi ce pamphlet a cité des chiffres mensongers. On a parlé des difficultés qu'il en a souffrir cette compagnie. Il est bien ! tout le monde connaît la situation de ce compagnie.

D'après l'opposition, celui qui à la tête des chemins de fer de Le et Kennébec, est un homme qui mérite pas la confiance du public, un homme enfin qui ne donne aucune garantie. C'est un mensonge, une calomnie inventée par le pa-

libéral pour ruiner un homme respectable qui n'a pas craint de se mesurer avec ses adversaires, et qui, malgré les obstacles semés sous ses pas, a réussi à donner à cette voie un élan tel que les succès on été assurés.

M. BACHAND corrompt le don des du chef des opposition.

M. TARTE prend alors la parole : Je ne comprends pas comment le chef de l'opposition a pu présenter un tel amendement, surtout lorsqu'on connaît la ligne de conduite que le parti libéral a tenue dans le passé. Je suis étonné surpris des déclarations qui venaient de faire l'honneur depuis de St. Hyacinthe. Il est en contradiction flagrante avec lui-même, il démontre ce qu'il a construit en 1875; car à cette époque il préconisait la politique du gouvernement à l'égard des chemins de fer. Il disait hautement que le gouvernement était injuste en ne votant pas des subsides aux compagnies de chemins de fer de la rive sud. Maintenant que v. u. il le demande le contraire de ce qu'il désirait alors.

Je disais si le gouvernement n'avait pas adopté cette politique de chemins de fer, il devrait le faire et il devait en outre ager toutes les compagnies existantes. Je ne viens pas ici blâmer le gouvernement de favoriser telle ou telle compagnie, car j'ai confiance dans les honnêtes messieurs qui occupent les importantes ministérielles. Si certaines compagnies n'ont pas reçu les mêmes faveurs, c'est sans doute dû à l'état des finances de la Province qui l'importe de ne pas compromettre.

Les membres qui siègent de l'autre côté de cette chambre agissent de mauvaise foi; car en 1875 ces compagnies de chemins de fer avaient droit, on ne l'avait pas, la protection de la chambre. Si elle avait ce droit, pourquoi le refusait-on aujourd'hui? si elles n'avaient pas, pourquoi les partisans du parti des pures demandaient-ils des octrois plus considérables qu'ils ne l'ont sollicité dans ces résolutions. Et pourtant le gouvernement ne donne pas à ces compagnies un seul centin de plus qu'en 1875.

Les divers gouvernements qui se sont succédés semblent avoir adopté la politique des chemins de fer. Le gouvernement actuel a marché sur les traces de ses devanciers; il a fait plus même. C'est grâce à lui, si la Province est sillonnée aujourd'hui en tous sens par des grandes voies ferrées.

Je ne le cache pas, cette politique a été des embarras nombreux, mais on ne doit pas accuser le parti conservateur, car les deux partis qui cherchent à mériter la confiance du public sont responsables de cette politique et par suite des difficultés qui ont surgi. En effet si on remonte un peu plus haut, en 1875, on verra que le parti libéral a grandement favorisé cette politique.

On a souvent parlé du triste état dans lequel se trouvaient nos affaires financières; mais on n'a jamais prouvé en chambre cette formule banale que l'on fait courir dans le public depuis quelque temps. On ne cite aucun chiffre à l'appui de cet avis, et l'on se contente de dire : Le pays va à la ruine, à la banqueroute et à la taxe directe.

Je ne crains pas de dire : ce gouvernement qui adopte une politique de chemins de fer mérite bien d'être puni. En effet jetons un regard sur la France, notre ancienne mère-patrie. Qu'y voyons-nous après la funeste guerre franco-prussienne? désolation générale et une dette de 15 milliards. Des esprits peu clairvoyants auraient jugé que c'était fini de la France et qu'elle ne sortirait jamais de l'abîme où elle s'était jetée. Mais la France s'est acquittée en quelques années de la dette qu'elle avait contractée envers son vainqueur et devient plus florissante qu'elle ne l'avait été avant la guerre. A quel doute des progrès aussi rapides? A la politique des chemins de fer inaugurée par Napoléon III qui avait parfaitement compris l'urgence de cette politique. Maintenant pourquoi les Etats-Unis d'Amérique occupent-ils un rang aussi élevé par rapport aux autres puissances? C'est parce qu'ils ont toujours favorisé la politique de chemins de fer.

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

LIVRES DISTRIBUES EN PRIN.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Livres divers à être distribués en prin.

Le parti libéral fait tout en son pouvoir pour jeter du discrédit sur le gouvernement; et pourtant ce dernier ne négocie rien pour développer les ressources du pays. On croit partout que l'administration est mauvaise. Mais que donne-t-on en échange? Quels moyens suggère-t-on pour remédier au mal? Aucun. Le parti libéral se contente de chanter sur les toits qu'il est l'ami du progrès et qu'il veut le bien de la Province. Il est bien bon qu'il présente des vœux de non-confiance; c'est-à-dire que sa politique se résume ainsi : remplaçons les ministres actuels par de grands hommes qui travailleront à la prospérité du pays. C'est ce parti qui régnait à Ottawa et quel miracle fait-il? Il n'en fait pas du tout ou plutôt il s'amuse à gaspiller les deniers publics. Ainsi cette année on constate un déficit de \$1,500,000; et pourtant en 1874, on avait imposé des taxes additionnelles du montant de \$3,000,000.

Il est très fait adroit que toutes les grandes entreprises publiques sont l'œuvre du parti conservateur. Ce parti a toujours suivi une politique de progrès. Par exemple, la politique des chemins de fer, une politique destinée à élargir le cadre de la prospérité vers lequel un peuple doit tendre. Or c'est ce que se propose le parti conservateur, et sur ce point il est unanime et toujours fortement attaché à ses principes. Le parti national a toujours travaillé à entraver le marché des affaires dans cette province, c'est sa devise; faisons des embarras au gouvernement et nous monterons au pouvoir. Il est 5 heures, l'Orateur laisse le fauteuil.

A la reprise de la séance, le bûche concernant les amendements à l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, suit, suspension de M. Turcotte, sa première, deuxième et troisième lecture.

Le parti libéral préconisait lui-même la politique de chemins de fer. Mais une fois conduits en chambre, ces grands partisans de modifications publiques n'ont pu s'empêcher de manifester les sentiments les plus hostiles à tout progrès. M. Joy a levé et a déclaré que la politique du gou-

vernement à l'égard des chemins de fer conduira à la ruine, à la banqueroute et à la taxe directe. Telle est la conduite que le parti libéral a tenue en 1875, conduite fâcheuse, n'est-ce pas? Eh bien, c'est toujours comme cela, le parti libéral est toujours opposé au progrès, pour la simple raison que c'est le parti conservateur qu'il a marché, le premier en avant et qui s'est mis à la tête des grandes entreprises.

M. Lafranchise répond en quelques mots à M. Taillon.

L'annexion de M. Joy est mis aux voix et donne le résultat suivant.

1875 — MM. D. Beaulieu, Lafranchise, Macdonald, Joly, Beauchamp, Robert, Lafranchise, Lacombe, Molleur, St. Cyr, Fortin, Montmagny, Dampier, Sylvester, L'Église, Proulx et Elzéar dit Malouin, — 6.

1875 — MM. Angus, Church, Chaplain, Garsneau, Baker, Ogilvie, Robertson, Cameron, Kennedy, Fortin, (dép.), Tarte, Tilton, Lafranchise, Macdonald, Malouin, — 11.

1875 — MM. Depont, Lalonde, Horne, (Shakington), LeCavalier, Lacroix, — 11. LeCavalier, Versant, Fradette, Lavoie, Goss, St. Cyr, Thornton, Sawyer, Dabane, Lynch, Watts, Hodge, (Nicolas) Beon, Wintler, Ducharme, Bellier, Martin, Poiré, — 4.

La motion principale est adoptée sur la même division.

Sur la motion de l'honorable M. Angus, secondé par l'honorable M. Church, il est introduit un bill basé sur ces résolutions. Le bill est lu pour la première fois. La seconde lecture est fixée à demain.

La chambre s'ajourne à 12 heures.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du 27 février 1875.

L'Orateur prend le fauteuil à trois heures.

M. ROBERT demande si c'est l'intention du gouvernement d'appliquer au chemin de fer de Montréal, Portland et Boston les dispositions de la sous-section 8 de la section 5 du chap. 52 de la 32^e Victoria de Québec, qui a suspension d'opérations du son chemin de fer.

L'hon. M. ANGERS dit que le gouvernement a reçu déjà des représentations demandant la suspension d'opérations de ce chemin de fer; mais le gouvernement fera tout ce qu'il peut pour, comme il est prêt à le faire pour les autres compagnies, pour

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

que cette compagnie continue ses travaux.

M. LAFONTAINE, secondé par M. MOLLEUR, propose qu'un humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette chambre un état indiquant le montant des arriérés dus au gouvernement dans les seigneuries de Lauzon et des Jésuites et du Domaine de la Couronne, mentionnant séparément le montant dû à chacune de ces seigneuries, ainsi que le revenu annuel.

L'hon. M. ANGERS est heureux de constater que cette honorable députée commence à tomber dans les voies du gouvernement. Il aurait dû en agir de même il y a quinze jours, lorsque le gouvernement a pris des mesures pour faire payer les municipalités récalcitrantes. Il est prêt à acquiescer à la demande de l'hon. membre.

M. BACHAND, secondé par M. PAQUET, propose d'introduire un bill intitulé : « Acte pour déclarer indigne ou incapable de siéger dans l'Assemblée Législative ou Conseil Législatif de la province, tout actionnaire d'une compagnie de chemin de fer subventionné par le gouvernement ou tout sous-contracteur de tel chemin. Adopté. »

M. ALLEYN, secondé par M. SHEHYN, propose que la motion suivante soit soumise au comité des ordres permanents et des bills privés, qu'il lui soit permis d'introduire un bill intitulé : « Acte pour autoriser la ville de Québec à faire un nouvel emprunt et pour autres fins, avec instruction à ces deux comités de faire rapport sur l'opportunité de suspendre les règles 49ème et 51ème, et d'introduire ce bill. »

Après une courte discussion, la motion est adoptée. Le bill est lu pour la deuxième fois.

M. SHEHYN, secondé par M. JOLY, propose que sa motion faite le 25 février courant, ayant rapport à la pétition de James G. Ross et autres soit renvoyée aux comités des ordres permanents et des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M. TAILLON s'oppose avec vigueur à la motion, parce qu'elle n'est pas sérieuse.

M. ALLEYN prétend que cette mesure est très sérieuse et qu'on a tort de penser le contraire.

Une discussion très animée s'élève entre M. Taillon, Bachand, Marchand et Sheyn.

La motion de Sheyn est déclarée irrégulière.

M. MARCHAND, secondé par M. PAQUET, propose que quatre bureaux d'enregistrement, dans cette province, sont actuellement sans registrars.

Que l'une de ces vacances existe depuis plus d'un an et les autres depuis plusieurs mois. Qu'en attendant la nomination de nouveaux titulaires de ces bureaux, les fonctions de registrars y sont exercées par des personnes n'offrant pas les garanties et responsabilités requises pour la sécurité du public intéressé.

Que la chambre attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de faire immédiatement cesser cet état de choses, en ne retardant pas plus longtemps de remplir ces vacances.

Le député de St-Jean démontre qu'il y a des inconvénients qui comportent des vacances dont il a fait mention.

L'HONORABLE M. ANGERS.—Les faits qui sont devant la chambre ne justifient pas la motion. Le public a souffert considérablement de ce que les nominations n'avaient pas été faites; mais aucune requête n'a été adressée au gouvernement. Aucune plainte n'a été faite allant à dire que les affaires étaient mal administrées dans les endroits où il existe des vacances. Le gouvernement a l'intention de occuper bientôt de cette question et de remplir ces vacances.

La motion de M. MARCHAND, mise aux voix, donne le résultat suivant :

Pour—M. Joly, Marchand, Paquet, Bachand, Lafontaine, Fortin, Warts, Fortin, (Montmagny), Blais, Molleur, Lafontaine, Laberge, Robes, Blinnet, Prud'homme, Dutilleul, Sylvestre, Dumont, 18.

COSTER—MM. Angers, Church, Chapleau, Garneau, Baker, Ogilvie, Robertson, Cameron, Turcotte, Fortin, (Gaspé), Darte, Champagne, Mathieu, Talbot, Lussier, McGee, Gauthier, D'Amour, Picard, Allyn, Dulac, Lacerte, Lalonde, Houda, (St-Jovite), LeClerc, Cavalier, Verreault, Flandre, Lavallo, Gauthier, St-Onge, Thornton, Sawyer, Lynch, Duhamel, Wentele, Houda, (St-Jovite), Desclaux, Pelletier, Martin—29.

La chambre se forme en comité général sur le bill (No. 55) pour amender certains articles du code municipal de la Province de Québec.

Le comité se lève, rapporte progressivement et demande la permission de siéger de nouveau.

L'Orateur laisse le fauteuil à six heures.

A la reprise de la séance à 7 hrs, M. SHEHYN, secondé par M. ALLEYN, propose que la motion relative à la pétition de James Ross et autres demandant l'incorporation d'une

compagnie pour construire un chemin de fer entre Terrebonne et Ste-Thérèse, soit referé à un comité des ordres et des chemins de fer, etc. M. TAILLON invoque la règle 49e pour prouver que cette pétition ne doit pas être referée à un comité, parce qu'elle n'a pas été même reçue par cette chambre. Il soulève une question d'ordre.

M. JOLY prétend que cette pétition a été reçue par la chambre.

M. TAILLON répond la parole, pour s'opposer à ce projet de loi et condamne la conduite de l'opposition qui est généralement si scrupuleuse, lorsqu'il s'agit des usages parlementaires et qui maintenant n'hésite pas de les entreprendre d'une manière aussi flagrant.

Il s'ensuit de longs débats, auxquels prennent part MM. Ogilvie, Joly, Lussier, Bellingham et Lafontaine.

La motion de M. SHEHYN est perdue sur division.

La chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le projet de loi pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec.

On fait rapport du bill qui est lu une troisième fois et passé.

Le bill de M. ALLEYN pour amender le chapitre 69 des statuts consolidés du Bas-Canada, concernant les sociétés de construction dans la province de Québec, subit aussi sa troisième lecture.

M. TURCOTTE propose que la chambre se forme en comité sur le bill qui demande l'exemption de la moitié des gages des journaux de l'hon. M. ANGERS à la motion que le bill soit renvoyé à vos motifs, motion adoptée par un vote de 21 contre 20.

Le bill de M. WURTELLE relatif à la preuve des héritiers et légataires est lu une troisième fois et passé. La chambre s'ajourne à 115 hrs. a. m.

LE LEGISLATURE PROVINCIALE.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

L'Orateur prend le fauteuil à 3 heures.

Une pétition présentée par M. Dumont, demandant la remise de certains droits sur des lots, de terre situés dans le comté de Kamouraska, est déposée sur la table.

On présente alors les deux rapports suivants : 1ème rapport du comité des ordres permanents, lequel ayant agi d'après les instructions données par l'honorable chambre, recommandant l'introduction du bill relatif à la corporation de la cité de Québec.

Le 16ème rapport du comité des bills privés, lequel, après avoir pris en considération le bill concernant la corporation de la ville de Québec, annonce qu'il est d'opinion qu'il n'est pas opportun de recommander la suspension des règles 49ème et 51ème, pour permettre l'introduction de cette mesure.

M. FORTIN (Montmagny) secondé par M. Houda, propose que la 94ème règle de cette Chambre soit suspendue et que l'état domaniaux les noms et le salaire des employés surnuméraires sessionnels, soit imprimé pour l'usage des membres. Adopté.

Lorsque l'hon. M. BAKER fait motion pour que la chambre se forme en comité général sur le bill pour amender et consolider l'acte des

Il me sera permis aussi de rappeler à cette chambre que le comté de Charlevoix fait des sacrifices chaque année pour entretenir des voies de communication par terre : plu-

Nome	Indirizzo	Professione	Religione	Partito	Gruppo	Seggio
McKeele Chivora	Chivora, N. S. P.	Professore	Anglicano	Unionista		
Leah Forde	Forde, N. S. P.	Professore	Anglicano	Unionista		
Ed. Bourcault	Bourcault, N. S. P.	Professore	Anglicano	Unionista		
Faustal Bergeson	Bergeson, N. S. P.	Professore	Anglicano	Unionista		
Augustin Potvin	Potvin, N. S. P.	Professore	Anglicano	Unionista		
J. J. Laford Paré	Paré, N. S. P.	Professore	Anglicano	Unionista		
Harvey	Harvey, N. S. P.	Professore	Anglicano	Unionista		
Jonahs	Jonahs, N. S. P.	Professore	Anglicano	Unionista		
Monahan	Monahan, N. S. P.	Professore	Anglicano	Unionista		
Monahan	Monahan, N. S. P.	Professore	Anglicano	Unionista		

seurs lieues de chemins entre ce comté et Montmorency sont réparés aux frais du comté que je représente.

J'ai été heureux lorsque le gouvernement a enlevé le droit de péage sur le pont de St. Anne. Dans cette circonstance, le gouvernement n'a agi qu'après avoir reçu pétitions sur-pétitions de la part de mes électeurs. J'ai moi-même beaucoup travaillé pour obtenir cette faveur, et j'ai contribué pour une bonne part à encourager les électeurs à faire reconnaître leurs justes réclamations. D'ailleurs il reste encore une barrière de péage en cette partie du chemin situé dans les Laurentides; et c'est une charge assez raisonnable pour ceux qui fréquentent ces chemins.

On a fait entendre que la colonisation était peu avancée dans le comté de Charlevoix. Je suis heureux de saisir cette occasion pour protester contre ces insinuations et inviter ceux qui ne croient à l'état prospère agricole de ce comté de vouloir bien consulter les statistiques qui s'y rapportent. Je ne crains pas d'affirmer que, malgré ce que le comté ait bien peu d'avantages sous le rapport des communications, la colonisation y est aussi avancée que partout ailleurs. Pour s'en convaincre, comme je viens de le dire, il suffit de recourir aux statistiques.

La population de Charlevoix a fait beaucoup pour la colonisation. Nous trouvons que les comtés de Chicoutimi et de Saguenay ont reçu un grand nombre de colons de Charlevoix. Maintenant pourquoi ne pas les encourager dans leurs généreux efforts? (Appl.)

Je disais, il y a un instant que les communications sont difficiles avec Charlevoix et voici un fait qui prouve mon assertion: On s'appelle sans doute qu'un citoyen de Québec a filé un comté de 886 pour frais de voyage entre Québec et Chicoutimi, voyage nécessaire par un procès dans lequel ce citoyen a rendu témoignage. Cet exemple suffira pour démontrer combien les frais de transport sont élevés et jusqu'à quel point les personnes nécessiteuses souffrent de cet état de

choses. Il me semble qu'il est injuste de faire de la zizanie et de la mesquinerie quand il s'agit d'améliorer le sort de cette population.

On ne saurait prétendre que le comté de Charlevoix ne contribue pas au revenu provincial, car les documents publiés attestent le contraire. Qu'il me soit aussi permis de dire que nos électeurs m'ont personnellement approuvé lorsque j'ai voté en faveur des grandes entreprises dont les travaux se poursuivent actuellement. Pourtant on admettra sans conteste qu'ils ne retireront que des avantages bien indirects de la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Ouellet. Pourquoi encore une fois se montrer mesquin à leur égard lorsque, eux, de leur côté, ne craignent pas de s'imposer des sacrifices pour l'avantage d'autres parties de la Province. (Appl.)

On a accusé l'honorable M. Angers de profiter de son influence pour obtenir pour son comté plus que le gouvernement n'est disposé à faire pour les autres comtés. Cette accusation est purement et simplement gratuite. Je puis le dire avec connaissance de cause, car j'étais moi-même présent lorsque, à une assemblée tenue l'été dernier dans le comté de Montmorency, l'honorable Procureur-général a déclaré publiquement à ses électeurs qu'il ne pouvait faire plus pour eux que pour les autres. Je dois dire que la déclaration franche et loyale de l'honorable M. Angers a été de ma part et de celle de ses électeurs, le sujet d'une grande admiration. Cet honorable monsieur n'est pas de ceux qui courtisent les sympathies du peuple au dépens de la justice et du bon droit. (Applaudissements prolongés.)

Estimés supplémentaires pour l'année finissant le 30 juin 1870: Législation, testaments et dépenses contingentes, \$17,700.00; agriculture, conseil d'agriculture, \$4,000.00; Travaux et édifices publics, transport et reconstruction du Christal Palace sur les terrains de l'exposition à Montréal \$15,000; Institution de Charité, Hôpital Général à Sorel, \$200.00; Asile de la Providence, Côteau du Lac \$100.00; total \$37,000.00.

La chambre adopte le rapport du comité.

L'honorable M. ANGERS, secondé par l'honorable M. Church, propose la seconde lecture du Bill (No 113) pour déclarer valides certaines ventes de meubles de succession. Adopté.

Après avoir été référé au comité de toute la chambre et rapporté avec amendements, ce bill est lu pour la troisième fois.

L'honorable M. Church propose la seconde lecture du bill (No 108) concernant l'indemnité des peines jurés en matières criminelles.

Une longue discussion s'engage sur cette mesure, et 6 heures sonnent, l'Orateur laisse son siège.

A l'ouverture de la séance du soir. L'honorable M. CH. ROU, secondé par l'honorable M. Angers, propose que la chambre concoure dans le rapport du comité des subsides. A la demande de M. Joly, la réception du rapport est remise.

Sur motion de l'honorable M. ANGERS, le bill pour amender de nouveau la loi concernant les octrois en argent fait à certaines campagnes de chemins de fer, est lu une deuxième fois et référé au comité de toute la chambre. Le bill est rapporté avec un amendement et lu pour la troisième fois.

M. JOLY dit qu'il est prêt à prendre en considération les estimés supplémentaires additionnelles.

L'item de \$5,000 pour le dépôt de livres est adopté sur division. Quand le second item, pour les dépenses contingentes et traitements est amené sur le tapis, M. Joly se lève pour blâmer la conduite de ceux qui sont chargés de la codification des lois de cette Province, disant que les codificateurs ont chargé un montant plus élevé qu'ils ne le méritent.

L'honorable M. ANGERS dit qu'il a déjà donné des explications sur ce sujet. Mais il ajoutera encore quelques mots. On prétend que les Commissaires ne consacrent pas tout leur temps à l'ouvrage dont ils sont chargés. On doit le savoir; les commissaires, après leurs engagements, ne sont pas tenus de ne pas

interrompre leurs travaux. Ce sont des avocats qui comme tous ceux qui appartiennent au bureau, ne désirent nullement perdre leurs clients; car il en coûte trop de se faire une clientèle, pour la laisser s'éteindre. Quant à la nécessité de ce travail, la chambre s'est prononcée sur cette question l'année dernière, et tout le monde en a reconnu l'urgence. Cet ouvrage est devenu indispensable.

Les autres items sont lus une seconde fois sur division.

Sur motion de l'honorable M. BAKER, pour la seconde lecture du bill pour amender et consolider l'acte des licences de Québec et ses amendements.

M. TAILLON propose un amendement, secondé par M. McGAUVAN, que la chambre ne concourt pas maintenant dans le rapport du comité, mais que le coût des licences à Québec soit augmenté et celui des licences à Montréal soit diminué.

L'honorable M. BAKER soulevé une question d'ordre et l'objection est maintenue par l'Orateur.

M. TAILLON, secondé par M. McGAUVAN, propose que le rapport du comité ne soit point reçu maintenant, mais qu'on insère dans l'acte des licences un amendement pour réduire le coût des licences à Montréal.

La chambre adopte le rapport sur le bill qui est lu une troisième fois et passé.

Après avoir proposé la seconde lecture du bill (No 93) pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, l'honorable M. Chénneau parle longuement de l'importance de cette mesure et en fait connaître tous les avantages.

M. Lynch, Yau, M'Alheue, Marchand et l'honorable M. Robertson font quelques remarques sur cette mesure, et le bill est lu une seconde fois et référé à un comité spécial.

M. MARCHAND dit qu'après un rumeur, un commissaire du chemin de fer du Nord, a résigné. Il désire connaître si c'est la vérité. L'honorable M. ANGERS répond que le gouvernement n'a aucune information à donner maintenant à la chambre relativement à cette question.

La chambre s'ajourne à 11.15 heures.